



AFFAIRE ARAR

Le SCRS savait que le détenu serait torturé

Page A 3



MONDE

Les relations entre l'Irak et l'Iran irritent Bush

Page A 5

www.ledavoir.com

LE DEVOIR

VOL. XCVIII N° 179

LE VENDREDI 10 AOÛT 2007

88c + TAXES = 1\$

Charest refroidit l'ardeur de ses homologues

Pas question de construire des lignes de transmission d'électricité pancanadiennes

HÉLÈNE BUZZETTI

Moncton — Le Conseil de la fédération a été incapable de s'entendre hier sur la construction de lignes de transmission d'électricité pancanadiennes comme l'auraient souhaité certains premiers ministres, notamment Danny Williams, de Terre-Neuve. L'opposition du Québec, qui ne veut pas que les règles du marché soient brouillées par un éventuel financement fédéral, semble avoir dilué au maximum les attentes des provinces.

Ainsi, la résolution sur laquelle se sont entendus les leaders précise tout au plus que «les provinces vont col-

laborer pour améliorer l'accès à l'infrastructure existante de transmission et de transport en travaillant à réduire les obstacles au commerce de l'électricité à l'intérieur du Canada». L'idée d'un réseau de lignes pancanadiennes, financé en partie par Ottawa, a disparu de l'écran radar.

Danny Williams rêve d'un tel réseau parce que cela permettrait d'acheminer à faible coût vers l'Ontario l'hydroélectricité que la province espère produire un jour au Bas-Churchill, au Labrador. L'Ontario entend fermer ses quatre centrales élec-



Jean Charest

triques au charbon d'ici 2014 et aura besoin de combler ses besoins énergétiques autrement, notamment par l'importation.

«Une ligne de transmission nationale Est-Ouest financée par le gouvernement avec de l'argent public posait problème au Québec», a reconnu M. Williams en point de presse hier midi. «Alors, nous nous sommes entendus pour utiliser une formulation qui satisfait tous les premiers ministres, y compris celui de la province de Québec.» Mais pour M. Williams, il ne fait aucun doute que des projets énergétiques se développeront tout de même dans

des coins reculés du pays, notamment dans le Grand Nord, et qu'il faudra bien trouver un moyen d'acheminer cette énergie aux populations.

Sans que les gouvernements fédéraux en aient discuté officiellement, cette idée de construire des lignes de transmission nationales (comme, à une autre époque, des chemins de fer d'un océan à l'autre) fait parfois l'objet de discussions dans les congrès politiques. Ainsi, une résolution demandant le financement d'une ligne de transmission par Ottawa avait été soumise lors du congrès du PLC de décembre dernier, à Montréal.

VOIR PAGE A 8: FÉDÉRATION

Les Bourses dérapent

Le Dow Jones perd 387 points, Toronto 280

FRANÇOIS DESJARDINS

Les marchés boursiers sont si nerveux qu'il a suffi d'une mauvaise nouvelle en provenance de Paris hier pour que la locomotive de Wall Street perde de nouveau le contrôle et donne à ses passagers un seul objectif: sortir à tout prix. Dans la panique, le Dow Jones a perdu 390 points, ou près de 3%. Parallèlement, la Bourse de Toronto s'est délestée de 280 points, ou 2%, comme la plupart des marchés européens.

Avant pendant quelques jours oublié les inquiétudes découlant du marché hypothécaire américain, qui montre des signes de faiblesse en raison des taux de défaillance, les grandes places boursières se sont réveillées hier matin au son des nouvelles financières françaises. Elles n'étaient pas rassurantes. Elles étaient liées, encore, au toussotement des hypothèques risquées en sol américain, les célèbres *subprimes*.

Dose de pessimisme

BNP Paribas, une des grandes banques européennes, venait de geler trois fonds après que le niveau d'activité les entourant fut devenu si faible qu'elle n'arrivait plus à calculer précisément leur valeur. Évalués à deux milliards d'euros il y a deux semaines, les fonds, qui contenaient notamment des titres liés aux hypothèques risquées, se situaient autour de 1,6 milliard d'euros hier, a estimé BNP.

VOIR PAGE A 8: BOURSES



TIMOTHY A. CLARY AGENCE FRANCE-PRESSE
La tension était palpable hier sur le parquet de la Bourse de New York.

INDEX

7-78313-00068-9	Annances..... B 5	Monde..... A 5
	Avis publics... B 7	Mots croisés... B 6
	Cinéma..... B 3	Resto..... B 6
	Décès..... B 5	Sorties..... B 8
	Éditorial..... A 8	Sudoku..... B 5
	Idées..... A 9	Télévision..... B 2
	Météo..... A 4	Week-end..... B 1



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Rafael Nadal a dû trimer dur pour obtenir son billet pour la ronde des huitième de finale en l'emportant contre Paul-Henri Mathieu.

Rencontre du deuxième type

Au tennis et dans le sport professionnel en général, il y a deux sortes de moments. Enfin non, il y en a plus que ça, peut-être neuf ou quatorze, mais si on commence à les énumérer, ça ne finira plus, on n'aura pas le temps de donner les scores importants survenus hier à la coupe Rogers présentée par Banque nationale, nous faillirons à notre mission sacrée d'informer, le journalisme sérieux écoperait d'un nouvel œil au beurre noir dont il pourrait bien se passer et le lecteur ira lire autre chose l'âme à l'amertume. Contentons-nous donc de deux pour aujourd'hui.



Jean Dion

Mais auparavant, question de remplir au moins en partie la mission, signalons que les deux grands favoris de la foule montréalaise, Roger Federer et Rafael Nadal, ont gagné hier. La possibilité est donc toujours réelle de les retrouver face à face dimanche.

Donc, premier type: le moment d'anthologie. Lorsque celui-ci survient, le sujet observant a tendance à se dire dans son châtelet fort intérieur: tiens tiens, je pense que je vais toujours me souvenir d'où j'étais cette fois-là (qui s'appelle encore cette fois-ci), c'est-à-dire ici même. Exemple quintessenciel: la finale de Wim-

bledon en 1980. Bjorn Borg contre John McEnroe, messieurs dames. Borg a gagné 1-6, 7-5, 6-3, 6-7 et 8-6. Ça bien dû durer cinq heures. Au quatrième set, ce fut carrément débile mental: bris d'égalité, que McEnroe remporte 18-16. 18-16! Mais même là, les chiffres ne racontent pas tout (même si on peut leur faire dire n'importe quoi). L'anthologie réside aussi dans la manière dont un match se joue. Comme le psalmodiait le poète tellement emporté par un match qu'il a fait rimer «sa silhouette diaphane me hante» avec «15-40», *it's not whether you win or lose, it's how you play the game.*

VOIR PAGE A 8: TENNIS

Candidats à vendre

Le marketing politique cherche sa voie avec de nouvelles formules

Les temps sont durs dans l'arène politique où, pour séduire les électeurs, les partis politiques sont désormais prêts à tout. Le Parti démocrate-chrétien suisse vient d'ailleurs de le prouver en mettant ses candidats en vente sur eBay depuis lundi. Cette initiative étonnante risque bien d'être copiée un peu partout sur la planète, estiment des spécialistes en communication.

FABIEN DEGLISE

Acheter un politicien est désormais chose facile... du moins en Suisse, où le Parti démocrate-chrétien (PDC), l'équivalent helvétique du Parti libéral du Québec, actuellement en campagne électorale, a entrepris depuis lundi de «vendre» ses élus sur le célèbre site d'enchères eBay.

Ce projet, qui alimente un courant mondial très contemporain de marketing politique décalé, vise bien sûr à attirer l'attention du public sur cette formation politique centrée qui perd du terrain depuis quelques années. Et il risque aussi d'inspirer bien d'autres partis politiques dans le monde, croient des spécialistes en communication.

«C'est bien joué», résume Christophe

Darbellay, président du PDC, joint par téléphone à Berne par *Le Devoir* cette semaine. «Depuis plusieurs mois, une partie de notre campagne se déroule sur Internet. Se montrer sur eBay était pour nous une évidence puisque, ce faisant, nous affichons notre position sur les nouvelles technologies tout en nous assurant d'être à un endroit où les gens ne s'attendent pas forcément à nous trouver.»

Enchères

Les démocrates-chrétiens proposent donc de miser, par l'entremise d'eBay, sur la tête de 13 de leurs élus qui, le 21 octobre prochain, doivent faire face aux électeurs. En effet, la Suisse est en campagne électorale afin de renouveler son Parlement. Les enchères, qui prendront fin le 18 août, portent sur des

VOIR PAGE A 8: SUISSE



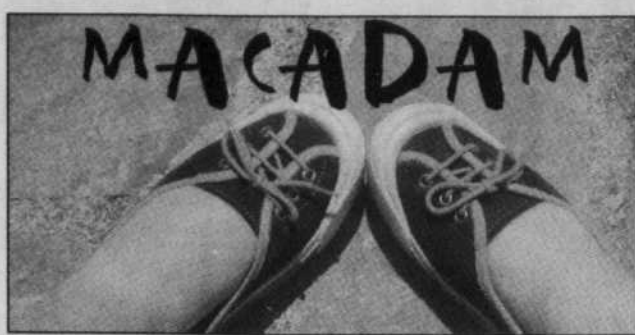
MANFREET ROMANA AGENCE FRANCE-PRESSE

Parmi les offres présentées sur eBay, la possibilité de prendre un café en compagnie de Doris Leuthard, ex-présidente du parti, jeune star montante de la politique helvétique et ministre de l'Économie au sein de l'actuel gouvernement de coalition, attire particulièrement l'attention.

LES ACTUALITÉS

Le charme indéfinissable du suranné

Visite au Musée de cire de Québec, qui fermera ses portes à la fin de l'été



Quand l'été chauffe les trottoirs, qu'on a joué les touristes, fréquenté les festivals, plongé dans les piscines et flâné aux terrasses, que reste-t-il pour encore apprécier la ville et même s'en étonner? Des coins inexplorés, des gens méconnus, des activités inusitées. De Montréal, Ottawa et Québec, nos journalistes vous font part de ce qu'ils ont déniché.

ANTOINE ROBITAILLE

« Ah! Papa! Il me regarde, lui! Est-ce qu'il est vivant? », a lancé mon Guillaume, huit ans, inquiet, en s'éloignant rapidement du personnage de cire qui l'avait terrifié: un Iroquois aux dents étrangement proéminentes menaçant une valeureuse Madeleine de Verchères le tenant en joue.

La même scène se joue depuis près de 61 ans au Musée de cire de Québec, sis au 22 de la rue Sainte-Anne, à l'angle de la rue du Trésor, tout prêt du château Frontenac. À la fin de la saison touristique, vers le 15 octobre, ce «seul Musée Grévin à l'extérieur de la France», aussi qualifié de «plus ancienne attraction de Québec», fermera ses portes.

Guillaume a raison: l'endroit a quelque chose d'une maison hantée.

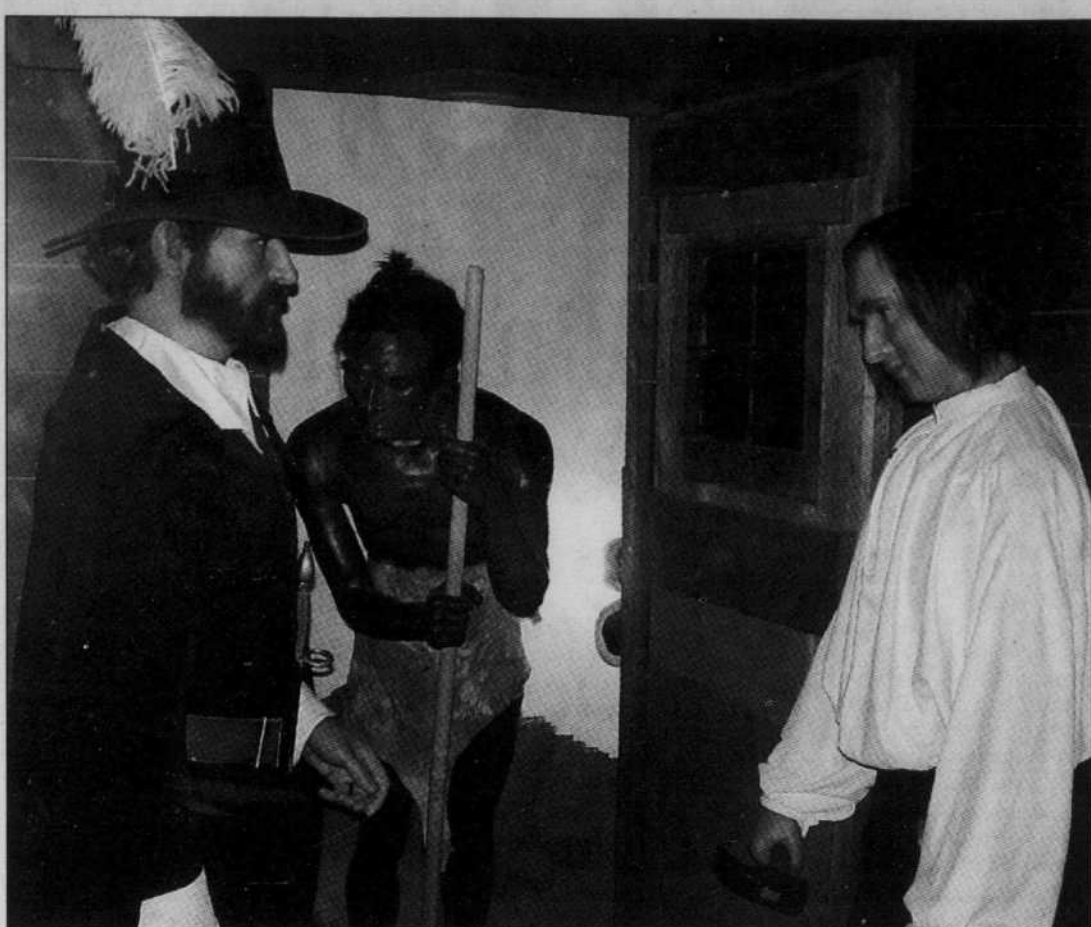
Les couloirs des deux étages de cet immeuble qui date du régime français sont sombres; les planchers de bois franc sont tout croches. Les murs de plâtre verts, glauques, les grandes fenêtres bouchées, les 75 sculptures poussiéreuses, souvent éclairées d'une ampoule énergivore de l'ère pré-Kyoto, prennent des allures de spectres emprisonnés derrière leurs vitrines. Surtout que, malgré

Le musée est devenu en soi une antiquité en soi et témoigne d'une ancienne façon de voir l'histoire.

un prix d'entrée «compétitif» de 4 \$ (en 1994, il était de 5 \$), les visiteurs se font rares. «This one looks real!», lance un touriste rigolo en me pointant, seul autre client du musée ce jour-là.

«Ce n'est vraiment plus au goût du jour», résume la nouvelle propriétaire, la femme d'affaires Michelle Doré, qui exploite le restaurant voisin, Le Pain béni, ainsi que des auberges dans le Vieux-Québec. Plusieurs des 15 tableaux ne sont pas «historiquement corrects», ajoute-t-elle, soulignant entre autres la présence des drapeaux unifoliés et fleurdelisés derrière les sculptures de Roosevelt, Mackenzie King et Churchill dans la scène représentant la conférence de Québec, en 1943. L'endroit a un petit côté non politiquement correct délicieux. On y voit Dollard des Ormeaux, qui fit office de Rambo canadien-français promu par le chanoine Groulx, en train d'embrocher joyeusement des «Indiens».

Si l'endroit a un charme, c'est assurément celui, indéfinissable, des choses surannées. Le musée, devenu une antiquité en soi, témoigne d'une ancienne façon de voir l'histoire, d'avant les révolutions et les réformes, tranquilles ou non. La religion est partout: on nous présente par exemple Marie de l'Incarnation qui, nous



Au Musée de cire de Québec, l'accent est mis sur le religieux et sur les «grands personnages». Ici, Champlain orné de sa plus belle plume.

dit une notice, reçut une éducation empreinte «de solides vertus». A part le religieux, l'accent est mis sur les «grands personnages» (la mort de Montcalm, peut-être le plus beau des 15 tableaux) et sur les événements politiques, comme la conférence de Québec.

Pas sur eBay

Pour ces raisons, il faut éviter que les sculptures soient bradées sur eBay, comme on l'a évoqué, croit Philippe Dubé, professeur à l'Université Laval et expert de l'histoire des musées. Quand il a appris la nouvelle de la fermeture du Musée de cire, il a été tenté de tout racheter pour une chaire de recherche afin de protéger ces «œuvres». Un de ses collègues l'en a découragé: «On ne mettrait tout ça?»

Selon des sources, le Musée de la civilisation, qui s'était porté acquéreur du fonds du Musée de cire de Montréal, fermé en 1999, pourrait bientôt faire de même



René Lévesque, version de cire, vêtu d'un veston trop grand.

avec celui de Québec. Michelle Doré refuse de confirmer. Elle espère qu'un mécène achètera la collection, qui comprend aussi un «tableau présentant Jacques Cartier, qui pourrait dans la cave».

Chose certaine, pas question pour elle d'évoquer le Musée de cire dans les chambres de la future auberge qu'elle construira en lieu et place du musée: «On y a pensé, mais on a conclu que tout ça est un

peu morbide...»

Philippe Dubé estime que les moulages historiques du Musée de Québec ont une grande valeur puisqu'ils découlent de l'esprit de Marie Tussaud. Pendant la Révolution française, celle-ci avait fait des masques mortuaires de personnages guillotins et en avait tiré des expositions, d'où le Musée Tussaud à Londres. Au départ, son but était pédagogique, historique. L'autre tradition du Musée de cire, celle de Grévin, à Paris, visait davantage le divertissement.

D'ailleurs, au milieu des années 90, une ancienne stagiaire du Musée Grévin, Michèle Laïser, avait tenté de donner un nouveau souffle au Musée de Québec. Elle avait consacré le deuxième étage à l'actualité et promettait de changer les personnages au gré des événements. Mais ce ne fut manifestement pas fait. Aussi peut-on encore voir aujourd'hui l'athlète Myriam Bédard figée en pleine gloire olympique, dans sa période pré-Mazari. D'autres «vedettes de l'époque» la côtoient à cet étage: Guy Lafleur (le front plein de cheveux mais au cou curieusement cassé), Roch Voisine, Michel Courtemanche, Gilles Latulippe. «Ressemblants», certes, mais parfois un peu ratés. Il faut voir René Lévesque flotter littéralement dans un habit trop grand. Sonia Hubert, touriste, enseignante et artiste de Bedford, croisée dans les couloirs, fait remarquer qu'aujourd'hui, des artistes «hyperréalistes» travaillent avec de nouveaux matériaux comme les polymères ou des caoutchoucs et obtiennent de bien meilleurs résultats qu'avec l'antique cire. On pense à Duane Hanson, qui a déjà exposé au Musée des beaux-arts de Montréal.

Je marche avec Guillaume pour rentrer à la maison. Nous passons par la colline parlementaire. «C'est dommage que le Musée de cire ferme parce qu'il est dépassé, j'ai bien aimé ça, au fond», confie le fiston. Et soudain, un paradoxe me saute au visage en voyant toutes les statues d'anciens premiers ministres tétanisés, se tenant la bordure du veston ou carrément défigurés (comme le René Lévesque zombie à la bouche de poupée gonflable): à Québec, on a troqué le musée de cire pour le musée de bronze tout en gardant la même esthétique. C'est «ressemblant», mais...

Le Devoir

Jean-Pierre Proulx reçoit un doctorat honorifique

CLAIRANDRÉE CAUCHY

L'École de langue française de Trois-Pistoles, campus québécois de l'université Western Ontario, décernera aujourd'hui un doctorat honorifique à l'ancien journaliste et professeur en sciences de l'éducation Jean-Pierre Proulx.

Acteur de premier plan dans plusieurs débats publics tels celui sur la place de la religion à l'école, la langue d'enseignement et la démocratie scolaire, M. Proulx, professeur à l'Université de Montréal depuis 1991 a également été journaliste au Devoir pendant près d'une vingtaine d'années. Il s'est illustré dans la genèse d'importants changements sociaux, notamment à titre de rédacteur puis de responsable de l'application du chapitre sur la langue d'enseignement de la loi 101, ou encore comme président du Groupe de travail sur la place de la religion dans les écoles à la fin des années 90, dont toutes les recommandations ont été mises en œuvre, y compris le retrait de l'enseignement religieux, qui entrera en vigueur l'an prochain.



Jean-Pierre Proulx

chain. M. Proulx a également présidé le Conseil supérieur de l'éducation de 2002 à 2006.

Le directeur de l'École de langue française de Trois-Pistoles, Maurice Vaney, salue la contribution de cet «acteur important de la vie publique québécoise», dont les qualités de médiateur ont notamment permis que la laïcisation complète de l'école québécoise se fasse «sans heurts».

Le lauréat a son petit secret. «J'ai appris à travers le temps que lorsqu'on intervient dans l'actualité sociale et politique, il faut être patient et respectueux des personnes qui ne pensent pas comme soi.»

Le prix sera décerné aujourd'hui à Trois-Pistoles à l'occasion de la cérémonie du 75^e anniversaire de cette école. Le campus de l'université Western Ontario accueille chaque été quelque 550 étudiants du Canada et des quatre coins du monde. Un doctorat honoris causa sera également décerné à l'environnementaliste David Suzuki.

Le Devoir

EN BREF

Brébeuf: l'offre finale présentée au syndicat

Le syndicat du collège Jean-de-Brébeuf soumettra l'offre finale de la direction à ses membres lors d'une assemblée générale le 15 août prochain. Le président du syndicat, Gilles Guindon, dénonce cependant la stratégie du couteau

sur la gorge déployée par la direction du réputé établissement collégial. Mercredi, le collège Jean-de-Brébeuf a sommé l'exécutif syndical de soumettre la dernière offre de négociation à ses membres et a prévenu qu'un lock-out serait créé le 17 août si elle n'est pas entérinée. «Le collège tente de prendre les étudiants en otages, à la veille de la rentrée, à un moment où ils ne peuvent plus modifier leur inscription au collège, ce que nous nous

sommes toujours refusé à faire», a déploré M. Guindon. Le principal point en litige, selon le syndicat, a trait aux conditions de travail des enseignants à temps partiel, pénalisés financièrement comparativement à ceux qui assument une pleine tâche. — Le Devoir

D'autres travaux sur la 720

Certaines voies de l'autoroute 720, entre la rue Guy et les entrées et sorties Saint-Jacques, sont fermées depuis hier soir. Le ministre des Transports du Québec (MTQ) effectue depuis juin des inspections dans cette section (il y avait ainsi déjà des restrictions dans le secteur), et elles ont permis de «mettre en lumière une dégradation de certains éléments sous le tablier de la structure». Ainsi, à titre préventif, le MTQ a décidé de fermer un voie par direction, pour évaluer les travaux à faire. Les restrictions au trafic seront maintenues jusqu'à ce que les travaux de réparation aient été complétés. L'autoroute demeure sécuritaire, selon le MTQ. — Le Devoir



264 pages - 34,05 \$
ISBN 978-2-7601-5422-3

GUERIN, universitaire
514-842-3481

Mario LAVALLÉE

EXERCICES EN GESTION FINANCIÈRE

Pour compléter l'enseignement en classe d'un cours de base en finance.

En vente dans toutes les librairies
Le prix est indiqué sous réserve de modifications.

Canada

ACTUALITÉS

Layton réclame du changement aux Affaires étrangères

Le chef du NPD veut la tête d'O'Connor et une nouvelle politique sur l'Afghanistan

BRIGITTE SAINT-PIERRE

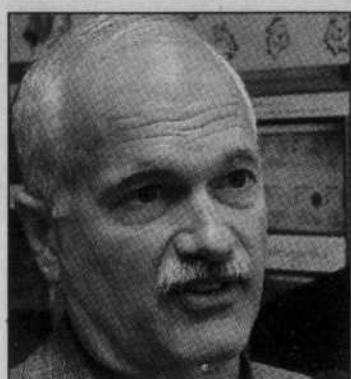
Le chef du Nouveau Parti démocratique (NPD), Jack Layton, estime qu'un changement de ministre de la Défense ne serait pas suffisant et que le Canada doit aussi changer sa politique à l'endroit de l'Afghanistan. Il était de passage à Outremont hier pour prêter main-forte à Thomas Mulcair — le candidat de son parti dans cette circonscription mont-réale pour l'élection partielle du 17 septembre — et a commenté les rumeurs de remaniement ministériel à Ottawa.

«C'est le temps de changer la direction de la politique étrangère du Canada», a déclaré M. Layton. «Ce n'est pas le changement de Rona Ambrose pour John Baird qui a changé quoi que ce soit à la politique de M. Harper à l'égard du protocole de Kyoto, par exemple. Donc, ce n'est pas le fait même de changer M. O'Connor qui va changer quoi que ce soit à la guerre», a ajouté M. Mulcair.

Pour le chef du NPD, les élections partielles sont une occasion pour certains électeurs québécois de s'exprimer au sujet de la mission canadienne en Afghanistan. Une élection partielle aura également lieu le 17 septembre dans la circonscription québécoise de Saint-Hyacinthe-Bagot. Les électeurs de Roberval-Lac-Saint-Jean devront eux aussi désigner un nouveau député d'ici peu.

M. Layton a rappelé que son parti prône un retrait immédiat des troupes canadiennes de l'Afghanistan et a affirmé que le Canada devrait plutôt privilégier l'aide humanitaire et la reconstruction. Le NPD est le seul parti fédéral à défendre cette position, a fait valoir M. Mulcair.

Le chef du NPD souhaite que le ministre de la Défense, Gordon O'Connor, perde son poste. Il dit en outre espérer que M. Harper ne lui offre pas à titre de «prix de consolation» le ministère des Anciens Combattants, comme le veut la rumeur. Selon lui, les anciens combattants «méritent mieux». Selon des sources citées par la Presse canadienne, plusieurs ministères pourraient changer de titulaire, dont les Affaires étrangères, les Finances, la Défense, la Santé, l'In-



Jack Layton

industrie, la Sécurité publique, les Affaires indiennes et le Patrimoine. Tous les ministres fédéraux auraient reçu la consigne d'être présents à Ottawa lundi.

Invité à se prononcer sur la demande du gouvernement québécois d'encadrer le pouvoir fédéral de dépenser, M. Layton s'est contenté de dire qu'il est «important de s'assurer que chaque initiative du fédéral respecte les champs de compétence». «Si on respecte les compétences, on est en train, de facto, d'avoir une limitation du pouvoir de dépenser», a ajouté M. Mulcair.

MM. Layton et Mulcair ont par ailleurs déploré que le ministre responsable de la région de Montréal, Michael Fortier, non élu, ne se soit pas présenté dans la circonscription montréalaise d'Outremont. Des porte-parole au cabinet de M. Fortier ont rétorqué hier qu'il était déjà candidat dans la circonscription de Vaudreuil-Soulanges.

Lors de l'élection partielle du 17 septembre, Thomas Mulcair affrontera le libéral Jocelyn Coulon, le bloquiste Jean-Paul Gilson et le conservateur Gilles Duguay. Hier midi, la circonscription d'Outremont arborait des affiches des candidats du NPD, du Bloc québécois et du Parti conservateur, mais il n'y avait aucune affiche de candidat libéral. La responsable des communications pour la campagne de Jocelyn Coulon, Irène Marcheterre, a affirmé hier après-midi que l'installation d'affiches était une question d'heures.

Le Devoir Avec la Presse canadienne

Le SCRS savait que Maher Arar serait torturé

Selon de nouveaux extraits du rapport d'enquête, les méthodes américaines étaient connues du service de renseignement

ISABELLE RODRIGUE

Ottawa — Le rapport d'enquête sur l'affaire Maher Arar s'est enrichi hier de quelques mots auparavant censurés et qui permettent maintenant de comprendre que les autorités canadiennes du renseignement se doutaient fort bien que leurs vis-à-vis américains utilisaient l'expulsion pour soutirer des informations sous la torture.

Des extraits, à l'origine retirés du rapport de l'enquête portant sur les événements entourant l'emprisonnement du Canadien en Syrie, où il y a été torturé, révèlent que le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) a transigé avec la CIA et le FBI dans toute cette affaire et qu'il avait eu vent d'une «tendance» de ces organismes américains à expulser des suspects vers des pays où les méthodes d'interrogation sont plus radicales.

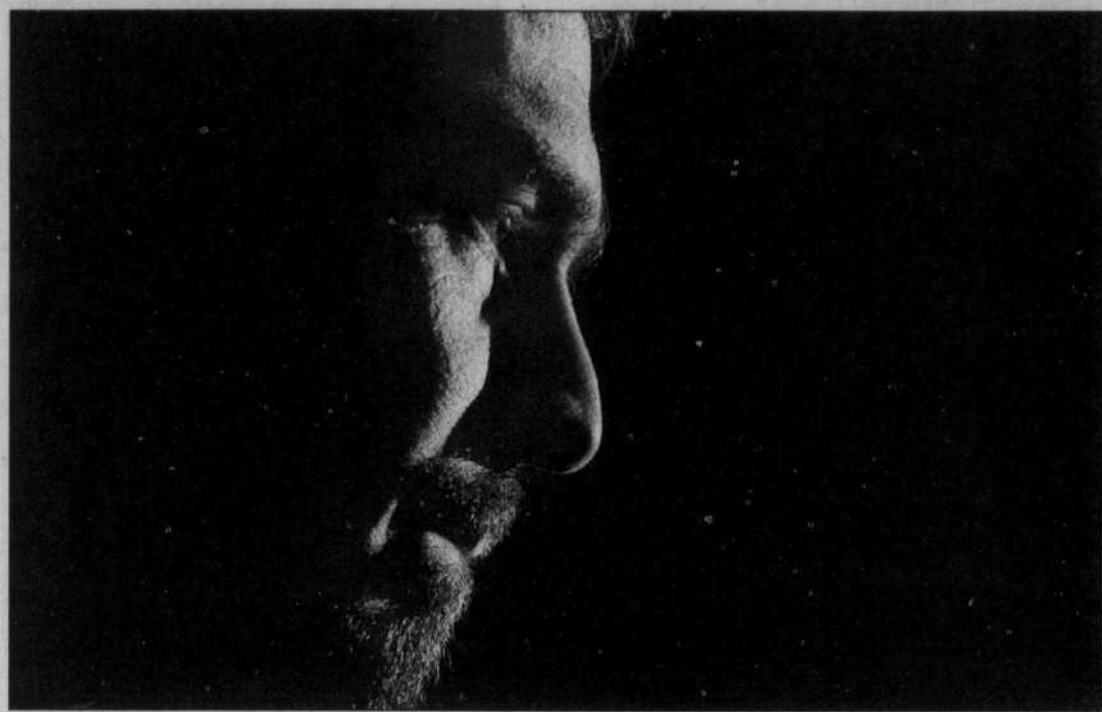
Les passages dévoilés hier sont peu volumineux et ne représentent qu'une partie des quelque 1500 mots retranchés de la version finale du rapport d'enquête du juge Dennis O'Connor. Mais cette divulgation permet de jeter un nouvel éclairage sur cette affaire peu reluisante pour les organismes canadiens de sécurité.

Dans un rapport présenté le 11 octobre 2002, un agent du SCRS posté à Washington soulignait que le FBI et la CIA avaient trouvé un moyen détourné de faire parler les personnes suspectées de terrorisme.

«Lorsqu'ils ne peuvent détenir un sujet terroriste légalement, ou lorsqu'ils veulent qu'une personne-cible soit interrogée de façon musclée, ils le restituent à un pays acceptant de le faire», indique le passage rendu public hier.

Dans une autre note de service en date du 10 octobre 2002, le sous-directeur des opérations du SCRS, Jack Hooper, mentionne qu'il croit que «les États-Unis aimeraient envoyer Arar en Jordanie, où ils pourraient en faire ce qu'ils veulent».

Ces documents ont été produits deux jours après l'expulsion de M. Arar en Jordanie, puis vers la Syrie, où le Canadien d'origine syrienne a passé un an en prison et a été soumis à la torture. Au moment où la note a été rédigée, les autorités ne savaient pas où se trouvait M. Arar et tentaient d'obtenir des détails de leurs vis-à-vis américains.



Depuis la publication du rapport O'Connor, le gouvernement fédéral a offert ses excuses à Maher Arar et lui a versé une indemnité de 10,5 millions de dollars pour les épreuves qu'il a subies.

«Le SCRS savait exactement quel sort attendait M. Arar», dénonce John Tackaberry, porte-parole d'Amnistie internationale Canada.

Plus encore, les fragments nouvellement dévoilés permettent de constater que, dans le cadre de son enquête antiterroriste nommée Projet A-O Canada, la GRC s'appuyait sur des aveux d'une autre personne, Ahmed el-Maati, des confessions obtenues sous la torture.

La police fédérale a obtenu des mandats de perquisition et d'écoute électronique sans néanmoins mentionner au juge que l'information avait été obtenue «d'un pays affichant un piètre bilan en matière de droits de la personne», lit-on dans les passages retirés de la censure.

L'avocate de M. Arar, Marly Edwards, ne mâche pas ses mots lorsqu'elle commente cette nouvelle révélation à propos de la GRC. «Cela a pour effet de créer une fausse impression [...] et ça induit la cour en erreur», souligne-t-elle.

Tous ces nouveaux détails surviennent à la suite d'une bataille juridique entre le gouvernement fédéral et la commission d'enquête. Les avocats du gouvernement faisaient valoir que la divulgation de ces extraits pourrait compro-

mettre la sécurité nationale et les relations internationales du Canada. Le juge Simon Noël, de la Cour fédérale, ne partage pas cet avis et a forcé le gouvernement à faire preuve de transparence.

Pour l'avocat principal de la commission O'Connor, Paul Cavaluzzo, la publication des extraits était d'intérêt public. «La loi est très claire: le gouvernement ne peut retenir que les extraits qui peuvent nuire à la sécurité nationale, et non pas l'utiliser pour tenter de dissimuler des informations qui pourraient le mettre dans l'embarras.»

Dans son rapport présenté en septembre 2006, le juge Dennis O'Connor, qui présidait la commission, concluait que les soupçons de terrorisme à l'endroit de Maher Arar n'étaient pas fondés et qu'ils émanaient de fausses déclarations, notamment de la Gendarmerie royale du Canada (GRC).

Depuis la publication du rapport O'Connor, le gouvernement fédéral a offert ses excuses à M. Arar et lui a versé une indemnité de 10,5 millions de dollars pour les épreuves qu'il a subies.

Les passages dévoilés hier pourraient aussi avoir un impact non négligeable sur une autre enquête, cel-

le du juge Frank Iacobucci, qui analyse les cas d'Abdullah Almalki, d'Ahmad el-Maati et de Muayyed Nureddin. L'histoire de ces trois hommes est moins connue que celle de Maher Arar, mais elle n'est pas moins troublante. Ces Canadiens d'adoption ont eux aussi été torturés en Syrie. M. Almalki était l'homme au cœur de l'enquête nationale de la GRC.

Or, dans les extraits dévoilés hier, on apprend que le FBI n'a jamais cru bon de faire de l'enquête de renseignement une enquête criminelle en bonne et due forme. Ces nouvelles informations représentent un élément supplémentaire pour réclamer une enquête publique sur les agissements de la GRC.

«Il est de plus en plus évident que la GRC souffre de problèmes organisationnels et structurels. Le fait que la GRC ait utilisé le témoignage d'un homme qui avait été torturé [...] pour obtenir un mandat lui permettant de mener des écoutes électroniques est très inquiétant», a déclaré le député Serge Ménard, porte-parole du Bloc en matière de sécurité publique.

Presse canadienne

Changements climatiques

Les provinces restent sur leurs positions... ou presque

HÉLÈNE BUZZETTI

Moncton — Comme prévu, les premiers ministres provinciaux réunis à Moncton n'ont pas réussi à s'entendre hier sur l'établissement de plafonds pour les émissions de gaz à effet de serre (GES). Toutefois, ils poursuivront leurs discussions ce matin, et il n'est pas impossible qu'ils se prononcent en faveur de l'adoption de normes d'émissions beaucoup plus strictes pour les véhicules.

L'Ontario, qui héberge plusieurs constructeurs automobiles, s'est souvent opposé à l'adoption de normes plus strictes similaires à celles en vigueur en Californie, mais hier, le premier ministre Dalton McGuinty a fait preuve d'un peu d'ouverture. Il se dit désormais prêt à accepter ces normes californiennes si elles font partie d'un «bouquet» de mesures. «Ce bouquet inclurait des plafonds d'émissions et un système d'échange de crédits, les normes californiennes et 650 millions de dollars de la part d'Ottawa pour évaluer mes 650 millions.» M. McGuinty a mis cette somme sur la table afin de permettre aux constructeurs d'apporter des changements technologiques à leurs chaînes de production.

Le premier ministre de l'Alberta, Ed Stelmach, a reconnu qu'il n'avait pas bougé sur la question des plafonds d'émissions. «Personne n'a eu de succès en tentant de me convaincre», a-t-il dit hier soir. Il s'est d'ailleurs trouvé un allié en

Danny Williams, qui a invité ses collègues à «soutenir l'Alberta». «On ne doit pas tenter de sauver la planète au détriment de l'Alberta», a-t-il dit. M. Williams estime que parce qu'ils forment une «nation», les Canadiens doivent être capables d'offrir un peu de souplesse à l'Alberta, qui traverse des «temps difficiles».

Des représentants de cinq groupes environnementaux, présents à Moncton cette semaine, ont par ailleurs fait valoir qu'un consensus n'est pas absolument nécessaire ni même souhaitable compte tenu du fossé qui sépare des provinces volontaires comme, d'un côté, la Colombie-Britannique, l'Ontario et le Québec et, de l'autre, l'Alberta et la Saskatchewan. La réconciliation de points de vue aussi divergents pourrait nécessiter une dilution homéopathique des résolutions... Ils demandent aux provinces qui veulent agir de le faire sans égard pour les autres.

«Il n'y a aucune raison, pas même celle du respect des compétences, de dire que les provinces n'ont pas la capacité d'agir dans ce dossier», a fait valoir Dale Marshall, de la Fondation David Suzuki. Selon lui, 90 % des émissions de GES proviennent de secteurs d'activité relevant des compétences des provinces, soit les gros émetteurs industriels, les moyens de transport et les édifices vétustes.

Le Devoir

La défense de la souveraineté de l'Arctique n'est pas qu'une question militaire, dit Harper

Yellowknife — Le premier ministre Stephen Harper veut démontrer que la défense de la souveraineté canadienne dans l'Arctique n'est pas qu'une question militaire même s'il doit faire deux annonces militaires aujourd'hui dans le cadre de son voyage dans le Grand Nord.

Flanqué de son ministre de la Défense, Gordon O'Connor, M. Harper devrait annoncer la construction d'un nouveau port militaire au Nunavut et d'une école de combats hivernaux pour les Forces canadiennes près du passage du Nord-Ouest.

Ces installations, au cœur de l'archipel arctique contesté, serviront à affirmer le contrôle du Canada sur les nombreuses îles de la région, mais aussi sur les eaux environnantes que plusieurs pays considèrent comme internationales.

Le premier ministre a toutefois soutenu hier que les revendications territoriales canadiennes doivent aller au-delà d'une présence militaire. «Ça inclut une variété d'activités — des activités environnementales, des activités sociales pour construire des communautés dans le Nord et aussi des activités de la Défense nationale,

a-t-il dit, j'ai l'intention de participer à une variété d'activités pendant que je suis dans cette région.»

Le gouvernement canadien avait qualifié la mission russe qui a planté un drapeau dans le fond marin au pôle Nord d'insignifiante. Toutefois, les projets du premier ministre pour aujourd'hui devront peut-être être revus: une violente tempête de vent a cloué son avion militaire au sol à Yellowknife hier soir.

M. Harper est arrivé dans les territoires mercredi. Il avait alors annoncé l'agrandissement de la réserve du parc national Nahanni, qui couvrira plus de 30 000 kilomètres carrés, plus de six fois sa taille originale.

Les écologistes espéraient que cet agrandissement touche aussi le secteur où se trouve une mine de zinc, mais ils ont salué la décision comme un bon premier pas.

Le premier ministre Harper espère aussi pouvoir trouver un accord avec le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest pour lui céder des pouvoirs qui reviennent normalement aux provinces.

Un accord similaire a été conclu avec le Yukon en 2001, mais il est plus difficile de trouver une enten-

te avec les Territoires du Nord-Ouest en raison de la plus grande complexité du système de gouvernement autochtone.

«Nous sommes plus près, mais nous n'y sommes pas encore», a dit

M. Harper. Des progrès ont été réalisés mais, comme vous le savez, dans des négociations rien n'est réglé tant que tout n'est pas réglé.»

Presse canadienne

Résultats des tirages du: 2007-08-08

649				03				10 12 13				05					
GAGNANTS				compt. (C)				GAGNANTS				compt. (C)					
6/6	0	8 513 066,00 \$	6/6	0	1 000 000,00 \$	5/6+C	2	159 545,50 \$	5/6+C	0	50 000,00 \$	5/6	117	2 252,90 \$	5/6	7	500,00 \$
4/6	5 958	83,80 \$	4/6	795	50,00 \$	3/6	116 061	10,00 \$	3/6	16 035	5,00 \$	2/6+C	92 117	5,00 \$	Ventes totales: 478 200,50 \$		
Ventes totales: 15 257 034 \$				Prochain gros lot (approx.): 14 000 000 \$				Extra 9878223*				500 000\$					

*décomposable dans les deux sens

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

Extra NUMÉRO DÉCOMPOSABLE DANS LES DEUX SENS!

Luc BACHAND, Guy PETIT, Philippe VANIER

CHIMIE 534

5^e secondaire

APPROUVÉ PAR LE MÉQ

LIDEC inc. 514-843-5991

En vente dans toutes les libraireries. Le prix est indiqué sous réserve de modifications.

ENTRÉE GRATUITE

Vous présentent le plus grand événement biologique au Canada

Dans une formidable ambiance de marché européen et de fête foraine, retrouvez plus de 100 exposants: agriculteurs et transformateurs biologiques locaux, groupes environnementaux, entreprises alternatives, ateliers paysans et bien d'autres activités de qualité.

Rendez-vous au 2345, rue Jerry est (angle Ivesville) à Montréal 514.376.1041 (8648) ou sans frais 1.888.376.1041 (8648) info@fetebio.ca • www.fetebio.ca

La Fête Bio Paysanne 4^e édition

WWW.FETEBIOPAYSANNE.CA

Du vendredi 10 au dimanche 12 août 2007

LES ACTUALITÉS

Promouvoir Rabaska n'est pas le travail des élus, dit le GIRAM

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Le Groupe d'initiatives et de recherches appliquées au milieu (GIRAM) s'est dit hier «étonné et choqué» d'apprendre que des élus de Lévis — dont la mairesse de Lévis — sont en train de concocter une stratégie de communication pour promouvoir le projet de port méthanier Rabaska.

Le président de l'organisme, Gaston Cadrin, se demande «si les élus de Lévis et de Chaudière-Appalaches ont le mandat d'être les souffleurs du message de Rabaska», qui n'est «pas un projet public, mais un projet strictement privé», souligne-t-il.

Hier, Le Devoir révélait que plusieurs élus se sont récemment rencontrés pour ébaucher un plan de communication devant servir à «contrebalancer le discours des opposants». Le document de travail consulté permet notamment d'apprendre que les partisans du projet Rabaska veulent convaincre les «élites intellectuelles de Montréal» du bien-fondé du projet, qu'ils considèrent que la comparaison souvent faite avec le projet du Suroît est «incomplète et inappropriée», que les

risques liés à la sécurité sont amplifiés par les opposants et que les conséquences environnementales du projet sont trop souvent évoquées dans les médias.

Le document indique aussi qu'il faut «sonner la fin de la récréation» chez les «groupes environnementalistes et leurs alliés». Le GIRAM et les «artistes» sont ici nommément ciblés.

Selon Gaston Cadrin, le ton du document «témoigne d'un mépris du débat public qui devrait avoir cours dans toute société démocratique». Il estime que «les moyens pris par la Ville de Lévis soulèvent une question d'éthique et de respect des citoyens. Est-il de la responsabilité d'une Ville ou des élus de promouvoir un projet privé, à même des fonds publics, au détriment d'une partie de ses mandataires qui ne partagent pas le même avis sur ce projet?»

Mercredi, la mairesse de Lévis indiquait que le plan de communication en cause n'était pas un document final et que l'orientation exacte que prendra la campagne de soutien n'est pas encore déterminée.

Le Devoir

Canadiens libérés en Chine

Une manifestante persévérante

Toronto — Les trois Canadiens appréhendés cette semaine en Chine pour avoir protesté contre la politique du gouvernement communiste chinois à l'égard du Tibet sont rentrés au pays hier. Ils faisaient partie d'un groupe de six personnes qui avaient accroché une énorme bannière sur la Grande Muraille réclamant un Tibet libre. Sam Price et Mélanie Raoul étaient attendus à Vancouver, tandis que Lhadon Tethong arrivera à Toronto.

Mélanie Raoul a affirmé qu'elle serait prête à recommencer,

après avoir raconté qu'elle et ses collègues manifestants ont été séparés durant 36 heures pour interrogatoire.

Elle dit avoir dormi seulement durant de courtes périodes de 15 minutes à la fois et n'a pas caché avoir été inquiète par moments. «Pour moi, en tant que détentrice d'un passeport canadien, c'est un devoir et une obligation d'agir et de me mettre dans une situation d'où je peux livrer mon message», a-t-elle dit.

Presse canadienne

Sacré-Cœur-RocklandMD: l'entente est qualifiée de «faux remède»

LOUISE MAUDE RIOUX SOUCY

La solution mise en avant par l'hôpital du Sacré-Cœur pour accroître le volume de ses chirurgies d'un jour et contourner la pénurie de personnel est un «faux remède», a dénoncé hier la Fédération de la santé et des services sociaux de la CSN, qui estime que l'établissement montréalais jette de l'huile sur le feu en faisant appel aux ressources de la clinique privée RocklandMD. Cet avis est étonnamment partagé par l'Action démocratique du Québec (ADQ), qui dit craindre une désaffection des professionnels du réseau public.

Par voie de communiqué, la critique de l'opposition officielle en matière de santé, Eric Caire, a en effet dénoncé hier la «position de faiblesse» dans laquelle le ministre de la Santé place le système de santé en donnant son aval à une entente qui permettra à RocklandMD de mettre son bloc opératoire et du personnel infirmier à la disposition des chirurgiens du Sacré-Cœur. Même si son parti juge souhaitable de faire davantage appel au privé, la manière ne lui plaît pas du tout. «Le ministre a laissé les conditions de pratique se détériorer et, aujourd'hui, c'est le privé qui accueille le personnel désabusé du système public.»

Le député adéquate n'apprécie pas non plus de voir ce partenariat se négocier derrière des portes closes, d'autant que la clinique RocklandMD vient tout juste d'être rabrouée par la Régie de l'assurance maladie du Québec

La directrice générale adjointe de l'établissement estime au contraire que la voie choisie par son hôpital se fera au bénéfice tant des patients que des infirmières. A l'heure actuelle, le bloc opératoire ne peut pas fonctionner à plein régime, faute de personnel.

L'ADQ et la FSSS-CSN craignent une désaffection des professionnels du public au profit du privé

«Recourir au privé va nous permettre de nous rapprocher de notre vitesse de croisière tout en nous permettant de réduire le nombre d'heures supplémentaires demandées à nos infirmières», a expliqué Johanne Roy. Le tout se fera sous haute surveillance et de manière temporaire, le temps que l'hôpital regarnisse ses effectifs infirmiers.

Mme Roy a aussi précisé qu'en aucun cas ce partenariat ne coûtera plus cher que ce qu'il en coûte normalement dans le public, soit un maximum de 600 \$ par intervention. Malgré cela, le vice-président du Syndicat des professionnels en soins infirmiers et cardiorespiratoires de l'hôpital persiste à croire que l'idée est contre-productive. «Alors que les installations de l'hôpital sont sous-utilisées, le recours à la clinique RocklandMD est un doublement de ressources coûteux et

inutile. Pendant ce temps, la direction néglige sa responsabilité d'organiser le travail infirmier», a déclaré Serge Nemy.

L'Institut économique de Montréal (IEDM) croit au contraire que l'idée est bonne et mérite d'être mise à l'épreuve. Dans une note publiée hier, l'Institut révélait que le privé accapare 28,4 % des dépenses totales en santé en 2006, contre 20,3 % en 1981. Cela laisse encore beaucoup de terrain à explorer, croit l'économiste Mathieu Laberge, qui cosigne cette note. «Le privé peut prendre le relais du public et, en plus, il peut le pousser à s'améliorer en apportant de nouvelles idées, de nouvelles façons de faire.»

Mais à trop vouloir prendre de l'expansion, le privé ne risque-t-il pas de dégarner le réseau public, déjà en pénurie de professionnels? Mathieu Laberge ne le croit pas. «La pénurie est réelle, mais elle est accentuée par l'absence de flexibilité du public. C'est exactement ce que vient corriger l'entente entre RocklandMD et le Sacré-Cœur.» Cela étant, les règles régissant le privé devront être plus précises, prévient l'économiste, qui croit que «le fait d'exploiter des zones grises de la législation nuit à la confiance des citoyens dans le système de santé.»

Le Devoir

Gaspésie: les inondations subites font au moins un mort

Un corps a été repêché et une femme manque à l'appel

Gaspé — Une personne est morte et une autre est portée disparue à la suite des inondations qui ont frappé le secteur de Rivière-au-Renard, à Gaspé, en Gaspésie, dans la nuit de mercredi à hier.

Le maire de Gaspé, François Roussy, évalue les dommages causés aux infrastructures municipales

et aux propriétés privées à «plusieurs dizaines de millions de dollars».

La ministre des Affaires municipales et responsable de la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Nathalie Normandeau, s'est rendue sur place hier en après-midi afin de visiter la zone sinistrée.

La rivière Morris, au cœur du secteur urbain de Rivière-au-Renard, est sortie de son lit vers 2h dans la nuit, délogeant une maison de son solage et emportant une autre résidence à la dérive.

Quatre personnes se trouvaient à l'intérieur mais seulement un homme et une femme ont pu être secourus. Le corps d'un homme de 78 ans a été repêché vers 12h30 jeudi. Une femme manque toujours à l'appel. Les plongeurs de la Sûreté du Québec ont été requis.

«Dès les premiers instants, deux des occupants ont pu être rescapés par les pompiers de l'endroit, a relaté l'agent Claude Ross, de la Sûreté du Québec. Il manquait deux personnes à l'appel et, à proximité, nous avons retrouvé un corps qui flottait.»

Plusieurs autres résidences et commerces ont été touchés, dont un petit centre commercial.

«Il faut le voir pour le croire, a dit le maire Roussy. Une résidence a été emportée par le cours d'eau. Plus

ieurs dizaines de résidences ont été endommagées [...]. On a trois ponts qui ont cédé. C'est plusieurs dizaines de millions de dollars en dommages.»

«Les gens de la place sont habitués de voir la rivière Morris sortir de son lit, notamment en 2001, mais aussi rapidement que ça... Les gens sont restés surpris, tellement que certains sont demeurés dans leur maison et ont dû monter sur la table de la cuisine pour attendre les secours», a ajouté le maire.

Un tronçon de la route 132 a été fermé à la circulation de transit entre Anse-Pleureuse et Rivière-au-Renard. Un ponton a cédé à L'Anse-à-Valleau.

Environnement Canada rapporte que la partie nord de la péninsule gaspésienne a été durement touchée alors que de 80 à 115 millimètres d'eau sont tombés en un peu plus de 12 heures. L'agence fédérale évalue à une centaine de millimètres les précipitations reçues à Rivière-au-Renard. Des pluies torrentielles ne sont pas exceptionnelles à Gaspé. Au cours de la seule année 1980, Environnement Canada avait enregistré 252 millimètres les 24 et 25 juin, 150 millimètres le 6 juillet et 71 millimètres le 15 août.

Presse canadienne

EN BREF

Disparition de Cédrika: l'armée demandée

Trois-Rivières — Le père de Cédrika Provencher fait appel aux pouvoirs politiques, notamment au premier ministre Stephen Harper, afin que les Forces armées canadiennes soient mises à contribution dans la recherche de sa fille Cédrika, neuf ans, portée disparue depuis le 31 juillet. Martin Provencher, qui a reçu l'appui de l'Association des familles de personnes assassinées ou disparues du Québec, dit compter sur l'influence du président de cette organisation, Pierre-Hugues Boisvenu, pour obtenir une réponse favorable. Cette association a signifié hier matin son appui au père de la jeune Cédrika Provencher, disparue le mardi 31 juillet à Trois-Rivières. M. Boisvenu a dit vouloir partager son expérience avec le père de Cédrika. Il a notamment insisté sur l'importance pour le père éprouvé d'économiser ses forces et de s'appuyer sur la solidarité qui lui est manifestée de toute part afin d'alléger son fardeau. — PC

CHUM: Ville-Marie a le feu vert pour les études d'impacts

Le comité exécutif de la Ville de Montréal a annoncé hier avoir approuvé les recommandations que l'arrondissement de Ville-Marie avaient formulées à la suite du rapport de l'Office de consultation publique de Montréal. Ville-Marie a donc été mandaté pour terminer les dossiers en vue d'autoriser l'implantation du CHUM dans l'arrondissement. Responsable de l'aménagement urbain pour la Ville, André Lavallée a indiqué hier que «les recommandations de l'Office ont permis de mettre en lumière des aspects importants quant à l'intégration de ce projet d'envergure dans un secteur sensible de l'espace montréalais». Le projet mérite donc «d'être peaufiné sur les aspects liés à la gestion des déplacements, à l'accessibilité, à l'harmonisation en milieu urbain et à l'intégration d'éléments patrimoniaux», a-t-il dit. Des études d'impact seront entreprises pour répondre aux interrogations de la Ville à ces sujets: c'est l'arrondissement qui se chargera de les effectuer. — Le Devoir

Meurtre de Denise Morelle: Bissonnette comparait

Un homme de 49 ans a été accusé du meurtre au premier degré de la comédienne Denise Morelle, assassinée en 1984. Gaëtan Bissonnette a été arrêté mercredi et a comparu hier après-midi au Palais de justice de Montréal. Il n'a pas enregistré de plaidoyer. Il demeurera détenu jusqu'à sa prochaine comparution, prévue en octobre. Tom Pentefontas, l'avocat de Bissonnette, a indiqué que son client avait été déconcerté quand il a été arrêté mercredi. Il a noté que, peu importe qu'une personne soit coupable ou non, elle sera surprise d'être arrêtée pour un meurtre commis 25 ans auparavant. Selon l'avocat, son client était apparemment considéré comme un suspect depuis un certain temps. — PC

Africapotant!

Venez explorer la nouvelle Savane africaine.

Le Parc aquatique Amazoo Yoplait est ouvert jusqu'au 26 août, et le Zoo de Granby, jusqu'au 8 octobre.

EN GRANDE PREMIÈRE, DÉCOUVREZ LE ZOO L'HIVER. À compter du 26 décembre 2007.

PLUS DE 42 MILLIONS \$ D'INVESTISSEMENT DEPUIS 2004

ZOO GRANBY
Détails sur le zoodegranby.com

(450) 372-9113 • 1 877 472-6299

PARTICIPEZ AU RALLYE RBC

Courez la chance de gagner L'UN DES DEUX REEE* RBC BANQUE ROYALE d'une valeur de 500\$ ch.

*Régime enregistré d'épargne-études

Détails au www.zoodegranby.com/rallyerbc

RBC Groupe Financier

11 ET 12 AOÛT 2007



Canada	Auj.	Demain	Le Monde	Auj.	Demain
Edmonton	Plu 14/5	Sol 19/10	Londres	Var 25/11	Sol 24/13
Moncton	Sol 25/14	Ave 26/15	Los Angeles	Sol 28/18	Sol 28/18
Saint-Jean	Sol 22/14	Ave 21/15	Mexico	Sol 21/8	Sol 20/8
Toronto	Sol 28/18	Sol 29/19	New York	Plu 22/17	Var 27/20
Vancouver	Var 20/13	Var 21/13	Paris	Plu 20/15	Sol 25/15
Winnipeg	Ora 27/18	Var 28/13	Tokyo	Sol 34/29	Sol 33/29

Montréal	Aujourd'hui	Ce soir	Demain	Dimanche	Lundi
	16	16	27/15	27/16	25/11
Passages nuageux.	Passages nuageux.	Ensoleillé.	Ciel variable.	Passages nuageux.	
Québec	Aujourd'hui	Ce soir	Demain	Dimanche	Lundi
	25	13	25/12	24/14	23/10
Passages nuageux.	Générallement dégagé.	Ensoleillé.	Passages nuageux.	Passages nuageux.	
Gatineau	Aujourd'hui	Ce soir	Demain	Dimanche	Lundi
	26	14	27/15	27/14	25/10
Possibilité d'orages, pdp 40%.	Passages nuageux.	Ensoleillé.	Averses dispersées, pdp 80%.	Ensoleillé.	

DIGNE DE CONFIANCE ? BIEN PLUS QUE VOTRE GARAGISTE...

MÉTÉOÉCLAIR: La météo en temps réel et les avertissements de temps violent. Le tout accessible à même votre bureau.

Visitez mteomedia.com/bureau pour télécharger gratuitement MétéoÉclair.

Météo Média À votre portée, en tout temps.

LE MONDE

Les bonnes relations entre l'Irak et l'Iran irritent George W. Bush

Washington et Téhéran — Le président américain, George W. Bush, a adressé hier une sévère mise en garde au premier ministre irakien, Nouri al-Maliki, lui enjoignant de ne pas se montrer trop conciliant avec Téhéran.

Lors d'une conférence de presse donnée avant son départ en vacances sur la côte est des États-Unis puis au Texas, M. Bush a lancé un avertissement à M. al-Maliki, qui vient d'effectuer une visite de deux jours à Téhéran, sa seconde depuis sa nomination à la tête du gouvernement irakien l'an dernier.

«Si le signal qu'il veut lancer est que le rôle de l'Iran est constructif, il va falloir que nous ayons une franche discussion avec mon ami le premier ministre parce que je ne crois pas que ce soit le cas», a prévenu le président américain. L'Iran est accusé par les États-Unis de fomenter une partie de l'insurrection irakienne en soutenant la majorité chiite à laquelle appartient M. al-Maliki.

Auparavant, Téhéran avait assuré le premier ministre irakien de son plein soutien à sa politique de retour à la sécurité en Irak, mais aussi souligné qu'un retrait de l'armée américaine était le seul moyen de retrouver la stabilité en Irak.

«L'Iran veut un Irak indépendant, sûr, stable et développé. Nous pensons que le départ des forces d'occupation [américaines] permettra d'assurer la sécurité et la stabilité en Irak», a ainsi affirmé le vice-président iranien, Parviz Davoudi, lors des cérémonies de départ de M. al-Maliki, selon l'agence iranienne Irna.

«Mon message est que, si on vous attrape à jouer un rôle non constructif, il y aura un prix à payer», a poursuivi M. Bush.

Le porte-parole de la Maison-Blanche à la sécurité nationale, Gordon Johndroe, s'est hâté d'expliquer que «le prix à payer» évoqué par M. Bush s'adressait en fait à l'Iran.

«Le président a dit cela maintes fois. Nous avons arrêté et détenu des agents iraniens à l'intérieur de l'Irak [...] Le message concernait l'Iran», a-t-il insisté.

Le président américain a affirmé

me par ailleurs qu'il y aurait des «conséquences» si Téhéran envoyait des armes en Irak et a ajouté que ce message avait été transmis aux Iraniens par l'intermédiaire de l'ambassadeur américain en Irak, Ryan Crocker.

«L'une des principales raisons pour lesquelles j'ai demandé à l'ambassadeur Crocker de rencontrer la partie iranienne, c'est pour dire qu'il y aurait des conséquences pour les gens qui transportent et livrent des EFP [bombes perçant le blindage] et des IED [engins explosifs], pour tuer des Américains en Irak», a déclaré le président lors d'une conférence de presse. «Envoyer des armes en Irak a un effet déstabilisateur», a souligné M. Bush.

L'armée américaine a fait état ces derniers mois de l'apparition en Irak de bombes sophistiquées qui arrivent à percer le blindage de nombre de véhicules militaires américains.

«Paix et sécurité»

M. al-Maliki avait rencontré, mercredi soir, le président iranien Mahmoud Ahmadinejad et le secrétaire du Conseil suprême de la sécurité nationale, Ali Larjani. Il doit encore s'entretenir avec le Guide suprême, Ali Khamenei.

«L'Iran et l'Irak ont une lourde responsabilité pour apporter la paix et la sécurité dans la région», a déclaré M. Ahmadinejad, cité par les médias officiels.

La visite de M. al-Maliki confirme les bonnes relations entre le gouvernement irakien, contrôlé par la majorité chiite, et l'Iran islamique, dirigé par le clergé chiite et dont la population est à plus de 90 % chiite.

Par ailleurs, dans un geste symbolique, M. al-Maliki a rencontré mercredi les familles des cinq «agents» iraniens arrêtés en janvier par l'armée américaine à Erbil (Kurdistan irakien).

Malgré leurs nombreux contentieux, les États-Unis et l'Iran sont récemment parvenus à se réunir pour des discussions sur la sécurité en Irak et mettre en place un comité sur les questions de sécurité.

Agence France-Presse

Kadhafi fils confirme que les Bulgares ont été torturés

Tripoli — Le médecin et les infirmières bulgares détenus pendant plus de huit ans en Libye ont été torturés durant leur captivité, a reconnu le fils du numéro un libyen Muammar Kadhafi, Seif al-Islam Kadhafi, dans un entretien à la chaîne de télévision panarabe al-Jazira.

Le médecin d'origine palestinienne et les infirmières bulgares, arrêtés en Libye en 1999, ont été condamnés à mort sous l'accusation d'avoir délibérément inoculé le virus du sida à plus de 400 enfants libyens. Les six soignants ont été relâchés le 24 juillet après que leurs peines eurent été commuées en prison à vie. Rentrés à Sofia à bord d'un avion français, ils ont été immédiatement graciés par le président de la Bulgarie et libérés. Ils ont expliqué que leurs aveux avaient été extorqués sous la torture.

«Oui, ils ont été torturés à l'électricité et ils ont fait l'objet de menaces que les membres de leur famille seraient visés. Mais une grande partie de ce que le médecin palestinien [naturalisé bulgare, NDLR] a affirmé est un pur mensonge», a ajouté Seif al-Islam Kadhafi au cours de l'entretien diffusé mercredi à l'antenne et publié hier sur le site Internet de la chaîne.

Le médecin, le Dr Achraf al-Hazouz, a répliqué hier aux déclarations du fils Kadhafi, assurant à l'Associated Press (AP): «Je raconte toute la vérité et seulement la vérité.»

«Nous avons tous été torturés

comme des animaux. Nous sommes des victimes et nous ne l'oublions jamais», a-t-il déclaré. Le médecin a également rappelé sur al-Jazira avoir subi «des tortures à l'électricité, des coups, des privations de sommeil et de nourriture».

«Ils ont menacé de me violer et ils ont menacé de violer une de mes sœurs», a-t-il ajouté.

De son côté, Snezhana Dimitrova, une des infirmières, s'est réjouie que Kadhafi ait dit la vérité. «Le fait qu'un Libyen et même le fils de Kadhafi ait dit la vérité est très gratifiant et je l'en remercie», a-t-elle déclaré à l'AP.

Les autorités libyennes se sont refusées à tout commentaire et le gouvernement bulgare n'a pas réagi dans l'immédiat. Le Dr al-Hazouz a déclaré le mois dernier à la télévision néerlandaise que des policiers libyens l'avaient notamment drogué et torturé à l'aide d'électrodes sur les pieds et les parties génitales. Le médecin et deux des infirmières, Nasya Nenova et Kristiana Valcheva, se sont dits prêts à témoigner devant la commission d'enquête bulgare mise en place en janvier.

Ailleurs, dans un article consacré à l'entretien et publié sur le site Web d'al-Jazira, Seif al-Islam Kadhafi affirme que la situation s'améliore en Libye en matière de droits de l'homme, assurant qu'elle est «meilleure qu'aux États-Unis ou n'importe quel pays arabe».

Associated Press

Violence sur la frontière
Moucharraf boude la jirga afghano-pakistanaise

Kaboul — Plus de 600 chefs tribaux et religieux afghans et pakistanais se sont retrouvés hier sous haute sécurité à Kaboul pour discuter de la violence sur la frontière entre les deux pays et de la lutte contre les talibans et al-Qaïda. Le président afghan Hamid Karzaï a averti que l'extrémisme qui gangrène son pays a désormais franchi la frontière.

Mais l'absence du président pakistanais Pervez Moucharraf, annoncée à la dernière minute, a tôt fait de poser la question de l'efficacité de cette réunion, d'autant que nombre de chefs de clan du côté pakistanais de la frontière boycottent la jirga.

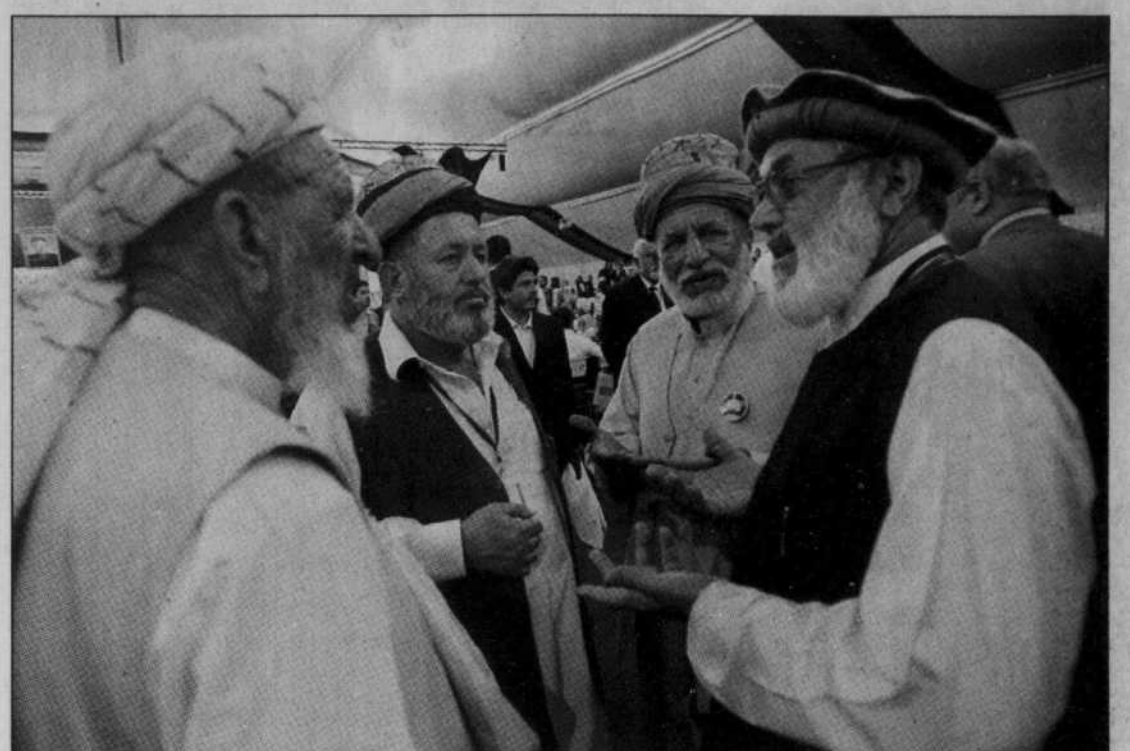
Pervez Moucharraf, l'un des deux «parrains» de cette conférence, a fait savoir à l'autre co-organisateur, son homologue afghan Hamid Karzaï, que des «engagements» à Islamabad l'empêchaient d'y assister. La délégation pakistanaise est donc dirigée par le premier ministre Shaukat Aziz.

Cette défection survient alors que l'instauration de l'état d'urgence est envisagée par Islamabad, en raison de la détérioration de la situation dans les zones frontalières.

En l'absence de Moucharraf et des délégués des zones tribales troubles du Waziristan-Nord et Sud, le risque est que cette rencontre ne débouche sur aucun résultat concret.

Le président afghan n'en a pas moins exprimé l'espoir que ces quatre jours de discussions soient bénéfiques pour la sécurité dans les régions frontalières, où les talibans ont repris leurs attaques et les enlèvements et où Washington craint le retour en force d'al-Qaïda.

Le premier ministre pakistanais a convenu que l'avenir des deux pays est lié et que l'instabilité chez l'un a des conséquences chez l'autre. Mais il a également souligné que l'Afghanistan doit faire face



AHMAD MASOOD REUTERS

Palabres sous la grande tente avant l'ouverture officielle de la jirga.

à l'insurrection dans son pays et ne pas montrer son voisin du doigt.

«L'Afghanistan n'est pas encore en paix avec lui-même. L'objectif de réconciliation nationale demeure évasif», a déclaré Shaukat Aziz. «Ils ne peuvent pas attribuer à quelqu'un d'autre la responsabilité de l'échec à atteindre cet objectif, qui est au cœur de leur malaise.»

La principale préoccupation des 650 délégués sera la sécurité et le terrorisme, mais on parlera aussi, sous la grande tente blanche où fut dessinée la constitution afghane post-talibans, de développement économique et de lutte contre la drogue.

Les talibans, principal facteur de déstabilisation de l'Afghanistan, n'y sont pas représentés.

Selon Washington et Kaboul, ils

disposent de bases arrière dans les zones tribales pakistanaises, notamment le Waziristan, où Washington craint aussi la remontée en puissance d'al-Qaïda. Islamabad, qui a déployé 90 000 soldats dans la zone, affirme que la région n'est pas un havre pour les terroristes.

La tenue de ce grand conseil entre les deux pays avait été décidée en septembre 2006 lors d'un sommet tripartite entre Moucharraf, Karzaï et le président américain George W. Bush.

Attentats suicide

Le nombre d'attentats suicide commis en Afghanistan a significativement augmenté ces derniers mois, a indiqué hier un haut responsable de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF).

«Durant les six premiers mois de 2007, il y a eu 41 attentats suicide avec véhicule et 25 sans véhicule, soit 66 au total. En comparaison, il y en a eu 47 sur toute l'année 2006», a expliqué lors d'une vidéo-conférence depuis Kaboul le général Fausto Macor, commandant de la région Ouest de l'ISAF, une force d'environ 33 000 hommes dirigée par l'OTAN.

Le général italien, qui a pris ses fonctions à la mi-juillet à Herat (nord-ouest), souligne que l'ISAF a récemment créé une «unité spéciale» chargée d'analyser les nouvelles méthodes utilisées par les insurgés, importées par des combattants étrangers, notamment arabes, plus radicaux que les talibans.

Agence France-Presse

Russie: le poids du clergé orthodoxe commence à inquiéter

Moscou — Une centaine de représentants d'ONG russes de défense des droits de l'homme et plusieurs scientifiques russes ont lancé un appel pour mettre fin à «la cléricisation de la société russe», a-t-on appris hier.

Fin juillet, dix savants de l'Académie russe des sciences et deux Prix Nobel de physique avaient déjà adressé une lettre au président russe, Vladimir Poutine, dans laquelle ils protestaient notamment contre la proposition de l'Église orthodoxe russe d'enseigner à l'école «les bases de l'orthodoxie» comme matière obligatoire.

«Nous constatons qu'une nouvelle idéologie nationale et religieuse est en train de se former dans notre pays, en se présentant comme un retour au religieux, alors qu'il est empreint d'une négation de la démocratie, de xénophobie et du culte du pouvoir», estiment les signataires, dont le défenseur des droits de l'homme Sergueï Kouvalov ou l'académicien Iouri Rykov, du Comité de la défense des droits des scientifiques.

«Les scientifiques attirent l'attention de la société sur le grave danger que constitue le cléricisme en attaquant la Constitution», poursuivent les signataires.

Selon Evgueni Ikhlov, analyste de l'ONG Pour les droits de l'homme, le nombre de signataires augmente. Le patriarche de Moscou et de toutes les Russies, Alexis II, a répondu que «l'Église était séparée de l'État dans notre pays mais [qu'elle] n'était pas et ne pouvait pas être séparée de la société et du peuple».

Agence France-Presse

Haditha: abandon des poursuites contre deux marines

Los Angeles — La justice militaire en Californie a annoncé hier avoir abandonné les poursuites contre deux marines inculpés dans l'affaire de la tuerie d'Haditha en Irak en novembre 2005, où 24 civils ont trouvé la mort. Un autre soldat a été blanchi en avril dernier. Deux marines restent donc inculpés pour meurtre et trois gradés pour ne pas avoir enquêté. — AFP

Par un collectif d'auteurs
Sous la direction de
Marthe POULIN
HIGH 5
ACTIVITY BOOK 2
ANGLAIS LANGUE SECONDE
1^{er} cycle du secondaire
MILES AWAY FROM ORDINARY
En vente dans toutes les librairies
Le prix est indiqué sous réserve de modifications.

L'ÉCOLE d'ÉTÉ
DE L'INSTITUT DU NOUVEAU MONDE
22 AU 25 AOÛT 2007
A MONTREAL
4^e édition
www.inm.qc.ca

Une école de citoyenneté aux airs de festival

À LA CARTE
UN CABARET CITOYEN À NE PAS MANQUER!
Avec : Guy Nantel, Luck Mervil, Cas public et bien d'autres
Laissez-vous dériver par l'humour piquant de Guy Nantel, envoûter par la musique de Luck Mervil et éblouir par la danse, la poésie et le slam d'artistes des plus inspirants.
> Mercredi le 22 août de 19 h à 21 h 30
> Club Soda, 1225, boul. Saint-Laurent, Montréal

STEPHEN LEWIS Ex-rapporteur spécial des Nations Unies pour le VIH/Sida
Where in the World is the World Headed? (conférence en anglais)
A panoramic sweep of international affairs, globalization, conflict, poverty, and disease
> Jeudi le 23 août de 9 h à 10 h 15
> Pavillon Sherbrooke de l'UQAM, Amphithéâtre SH-2800, 200, rue Sherbrooke Ouest, Montréal
Organisé par l'Institut du Nouveau Monde en collaboration avec Oxfam-Québec

KUMI NAIDOO Secrétaire général de Civicus, World alliance for citizen participation
The world can't wait: making poverty history through global citizenship (conférence en anglais)
> Jeudi, le 23 août 2007, de 19 h à 20 h 30
> Club Soda, 1225, boul. Saint-Laurent, Montréal
Organisé par l'Institut du Nouveau Monde en collaboration avec Oxfam-Québec

ADMISSION: 12 \$ + taxes et frais de service (10 \$ + taxes et frais de service pour les membres de l'INM)
Billets en vente sur Ticketpro (1 866 908-9090 ou www.ticketpro.ca) ou sur place le soir de l'activité
> Voir tous les détails sur le site de l'Institut du Nouveau Monde : www.inm.qc.ca

DANS UN FORAIT
En plus des conférences et des activités présentées ci-haut, la programmation de l'École comprend la participation de conférenciers des plus prestigieux : Hervé Kempf, Pauline Marois, Thomas Mulcair, Mario Dumont, Chico Whitaker, Charles Taylor, Gérard Bouchard, Marie Arena.
Inscrivez-vous dès maintenant ! www.inm.qc.ca
> Forfait grand public (pour tous les âges) 70 \$ (50 \$ pour les membres de l'INM)
> Forfait jeune (15-35 ans) 35 \$ (25 \$ pour les membres de l'INM)

ReGénération, planeta.r, Fondation RONA, Oxfam Québec, UQAM, Le Devoir, Desjardins, Oxfam Québec, Canada, PRENDRE LA PLACE

LE MARCÉ BOURSIER

Titres Volume Haut Bas Perte. Var.

A B

Table of stock prices for companies starting with A and B, including ticker symbols, volume, high, low, and price change.

Titres Volume Haut Bas Perte. Var.

C D F

Table of stock prices for companies starting with C, D, and F, including ticker symbols, volume, high, low, and price change.

Titres Volume Haut Bas Perte. Var.

K M

Table of stock prices for companies starting with K and M, including ticker symbols, volume, high, low, and price change.

Titres Volume Haut Bas Perte. Var.

R S

Table of stock prices for companies starting with R and S, including ticker symbols, volume, high, low, and price change.

Titres Volume Haut Bas Perte. Var.

T X

Table of stock prices for companies starting with T and X, including ticker symbols, volume, high, low, and price change.

Titres Volume Haut Bas Perte. Var.

Y Z

Table of stock prices for companies starting with Y and Z, including ticker symbols, volume, high, low, and price change.

TORONTO

Ces titres, transigés hier, sont présentés en ordre alphabétique et leur valeur est exprimée en dollars canadiens. Les lettres a et b différencient les catégories d'actions ordinaires sans droit de vote, a=action ordinaire sans droit de vote ou à droit de vote subalterne; b=actions assorties à des règlements spéciaux; pr=actions privilégiées; r=actions privilégiées dont le dernier dividende n'a pas encore été versé; u=unité de capitalisation; v=dividende variable; w ou w=bon de souscription (warrant); z=lot-brûlé.

LES COTES

TORONTO NEW YORK

Table showing market indices: TSX (13,478.01), Dow Jones (13,270.68), Dollar (94.65), and New York (661.40).

LES DEVICES

Voici la valeur des devises étrangères exprimée en dollars canadiens

Table of foreign exchange rates for various countries including Africa du Sud, Arabie saoudite, Argentine, etc.

COUP D'ŒIL



Indice Composé du TSX (X-SPTT TSE) 250 Jours

Standard & Poors TSX 310048 13478.01 -280.18 -2.0

Table of market indices and their percentage changes, including Canadian MidCap, 60 Index, 65 Dow Jones, etc.

La Bourse de Toronto

Table of Canadian stock market indices and their values.

Le Marché Américain

Table of US stock market indices and their values.

Les plus actifs de Toronto

Table of the most active stocks in Toronto, listing company names, volume, and price changes.

Les plus actifs du Canadian Venture

Table of the most active stocks in the Canadian Venture market.

INDICES QUÉBEC

Table of Quebec market indices for the week of August 9th.

TRANSACTIONS EN BOURSE

Table of stock transactions, listing company names, volume, and price changes.

ATTEintes DÉROGATOIRES

Table of stocks that have reached their price targets.

Centre d'Analyse et de Suivi de l'Indice Québécois

Une initiative du Département de finance de l'Université de Sherbrooke et de l'IRÉC.

Titres Volume Haut Bas Perte. Var.

A B

Table of stock prices for companies starting with A and B.

Titres Volume Haut Bas Perte. Var.

C D F

Table of stock prices for companies starting with C, D, and F.

Titres Volume Haut Bas Perte. Var.

K M

Table of stock prices for companies starting with K and M.

Titres Volume Haut Bas Perte. Var.

R S

Table of stock prices for companies starting with R and S.

Titres Volume Haut Bas Perte. Var.

T X

Table of stock prices for companies starting with T and X.

Titres Volume Haut Bas Perte. Var.

Y Z

Table of stock prices for companies starting with Y and Z.

Titres Volume Haut Bas Perte. Var.

A B

Table of stock prices for companies starting with A and B.

Titres Volume Haut Bas Perte. Var.

C D F

Table of stock prices for companies starting with C, D, and F.

Titres Volume Haut Bas Perte. Var.

K M

Table of stock prices for companies starting with K and M.

Titres Volume Haut Bas Perte. Var.

R S

Table of stock prices for companies starting with R and S.

Titres Volume Haut Bas Perte. Var.

T X

Table of stock prices for companies starting with T and X.

Titres Volume Haut Bas Perte. Var.

Y Z

Table of stock prices for companies starting with Y and Z.

Titres Volume Haut Bas Perte. Var.

A B

Table of stock prices for companies starting with A and B.

Titres Volume Haut Bas Perte. Var.

C D F

Table of stock prices for companies starting with C, D, and F.

Titres Volume Haut Bas Perte. Var.

K M

Table of stock prices for companies starting with K and M.

Titres Volume Haut Bas Perte. Var.

R S

Table of stock prices for companies starting with R and S.

Titres Volume Haut Bas Perte. Var.

T X

Table of stock prices for companies starting with T and X.

Titres Volume Haut Bas Perte. Var.

Y Z

Table of stock prices for companies starting with Y and Z.

Titres Volume Haut Bas Perte. Var.

A B

Table of stock prices for companies starting with A and B.

Titres Volume Haut Bas Perte. Var.

C D F

Table of stock prices for companies starting with C, D, and F.

Titres Volume Haut Bas Perte. Var.

K M

Table of stock prices for companies starting with K and M.

Titres Volume Haut Bas Perte. Var.

R S

Table of stock prices for companies starting with R and S.

Titres Volume Haut Bas Perte. Var.

T X

Table of stock prices for companies starting with T and X.

Titres Volume Haut Bas Perte. Var.

Y Z

Table of stock prices for companies starting with Y and Z.

Titres Volume Haut Bas Perte. Var.

A B

Table of stock prices for companies starting with A and B.

Titres Volume Haut Bas Perte. Var.

C D F

Table of stock prices for companies starting with C, D, and F.

Titres Volume Haut Bas Perte. Var.

K M

Table of stock prices for companies starting with K and M.

Titres Volume Haut Bas Perte. Var.

R S

Table of stock prices for companies starting with R and S.

Titres Volume Haut Bas Perte. Var.

T X

Table of stock prices for companies starting with T and X.

Titres Volume Haut Bas Perte. Var.

Y Z

Table of stock prices for companies starting with Y and Z.

Titres Volume Haut Bas Perte. Var.

A B

Table of stock prices for companies starting with A and B.

Titres Volume Haut Bas Perte. Var.

C D F

Table of stock prices for companies starting with C, D, and F.

Titres Volume Haut Bas Perte. Var.

K M

Table of stock prices for companies starting with K and M.

Titres Volume Haut Bas Perte. Var.

R S

Table of stock prices for companies starting with R and S.

Titres Volume Haut Bas Perte. Var.

T X

Table of stock prices for companies starting with T and X.

Titres Volume Haut Bas Perte. Var.

Y Z

Table of stock prices for companies starting with Y and Z.

Titres Volume Haut Bas Perte. Var.

A B

Table of stock prices for companies starting with A and B.

Titres Volume Haut Bas Perte. Var.

C D F

Table of stock prices for companies starting with C, D, and F.

Titres Volume Haut Bas Perte. Var.

K M

Table of stock prices for companies starting with K and M.

Titres Volume Haut Bas Perte. Var.

R S

Table of stock prices for companies starting with R and S.

Titres Volume Haut Bas Perte. Var.

T X

Table of stock prices for companies starting with T and X.

Titres Volume Haut Bas Perte. Var.

Y Z

Table of stock prices for companies starting with Y and Z.

Titres Volume Haut Bas Perte. Var.

A B

Table of stock prices for companies starting with A and B.

Titres Volume Haut Bas Perte. Var.

C D F

Table of stock prices for companies starting with C, D, and F.

Titres Volume Haut Bas Perte. Var.

K M

Table of stock prices for companies starting with K and M.

Titres Volume Haut Bas Perte. Var.

R S

Table of stock prices for companies starting with R and S.

Titres Volume Haut Bas Perte. Var.

T X

Table of stock prices for companies starting with T and X.

Titres Volume Haut Bas Perte. Var.

Y Z

Table of stock prices for companies starting with Y and Z.

ÉCONOMIE



À perte de vue, des barils de pétrole indonésien. Le marché mondial de l'or noir était orienté à la hausse depuis le début de l'été.

Depuis la mi-juin

Le prix du pétrole est à son plus bas

Le pétrole est tombé sous les 70 \$ le baril hier à Londres, sur un marché rassuré par le niveau des stocks aux États-Unis, inquiet des répercussions du ralentissement américain sur la demande de pétrole, et délaissé par les spéculateurs.

A Londres, le baril de Brent de la Mer du nord pour livraison en septembre a reculé jusqu'à 69,25 \$, un plus bas depuis le 13 juin.

A New York, le baril de «light sweet crude» pour la même échéance valait 71,88 \$, en baisse de 27 c.

Le marché du pétrole était orienté à la hausse depuis le début de l'été, avec à la clé un record historique de 78,77 \$ à New York le 1^{er} août. Huit jours plus tard, l'atmosphère a changé: les chiffres a priori très haussiers publiés hier par le département américain de l'Énergie, n'ont pas fait grimper les prix. Au contraire, ils ont poursuivi la glissade amorcée vendredi dernier.

Les réserves de brut américaines ont beau eu baisser de 4,1 millions de barils la semaine passée, elles n'en restent pas moins de 2,8 % supérieures à leur niveau d'il y a un an, et «bien au-dessus du haut de la fourchette moyenne pour cette époque de l'année», comme l'a souligné hier le département américain de l'Énergie.

Les stocks d'essence, même inférieurs de 3,4 % à leur niveau de l'an dernier, ne sont plus un sujet de panique, parce que le plus gros de la haute saison de consommation («driving season») semble être passé.

«Les cours baissent parce que la «driving season» touche à sa fin, et que les opérateurs se rendent compte que les stocks de pétrole brut [américains] évoluent dans leur marge habituelle de ces cinq dernières années», explique Harry Tchilingirian, analyste chez BNP Paribas.

«Dans des circonstances normales, avec un tel rapport [...], les prix auraient certainement bondi», estiment les analystes de la maison de courtage Sucden.

La question de l'approvisionnement en pétrole du marché américain a par ailleurs été reléguée au second plan par le sujet d'inquiétudes qui s'est propagé à l'ensemble des places financières: la crise de l'immobilier à risque aux États-Unis, et ses répercussions sur l'économie mondiale.

Sur le marché du pétrole, les investisseurs pensent que la demande de brut pourrait pâtir du ralentissement économique du premier consommateur mondial.

«La perspective inquiétante d'un ralentissement de la demande de pétrole persiste», soulignent les analystes de Sucden.

La baisse a enfin été amplifiée par le retrait des fonds d'investissement depuis une semaine. Très présents sur le marché depuis le début de l'été, ils liquident à l'heure actuelle leurs positions.

«La crainte que les fonds spéculatifs ne cherchent à sortir du marché des matières premières pour couvrir leurs pertes sur d'autres marchés a contribué à déprimer les cours», expliquent les analystes de Sucden.

Réunion de l'OPEP le 11 septembre

Par ailleurs, l'OPEP n'a pas prévu de décision sur sa production en septembre car elle a besoin de temps pour déterminer si les fluctuations des cours pétroliers sont dues aux fondamentaux du marché ou à la spéculation, a déclaré hier le président de la compagnie libyenne National Oil.

Les pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, qui se réuniront le 11 septembre, «continuent à se coordonner. On continue à surveiller et à suivre l'évolution des cours et des mouvements du marché», a-t-il dit à Reuters lors d'une interview à Tripoli.

«La politique des pays [membres] et de l'Organisation n'est pas déterminée sur la base des mouvements des cours d'un jour à l'autre.»

«Il n'est pas prévu de prendre une

décision sur cette question [des quotas de production] lors de la réunion de septembre», a-t-il indiqué.

«Avant de prendre une décision, il faut prendre le temps de voir si [la hausse des cours] est due à des modifications profondes dans l'approvisionnement et la demande ou si cela résulte de la spéculation et de prises de bénéfices.»

Le ministre du Pétrole du Venezuela a quant à lui réaffirmé que le marché était correctement approvisionné et qu'il n'était pas nécessaire d'augmenter la production en septembre en dépit de la récente flambée des cours.

«Il y a suffisamment de pétrole sur le marché», a dit à Reuters Rafael Ramirez, lors d'une visite en Uruguay.

Prié de dire si l'OPEP devait augmenter sa production, il a répondu: «Nous ne le pensons pas.»

Un délégué de l'OPEP qui a requis l'anonymat a dit mercredi s'attendre à un tassement des cours par rapport à leur plus haut historique, atteint le 1^{er} août à 78,77 \$ le baril.

Il a estimé que cette récente poussée des cours était sans lien avec l'offre et la demande mais s'expliquait par la spéculation et les «anxiétés du consommateur».

Agence France-Presse et Reuters

Vidéotron donne des ailes à Quebecor

La clientèle toujours croissante de Vidéotron a permis au géant des médias Quebecor d'afficher à son deuxième trimestre un bénéfice net trois fois plus important que celui de l'an dernier, malgré un léger recul de son chiffre d'affaires.

Le succès de Vidéotron semble donner des ailes à Quebecor, qui a indiqué hier être prête à investir jusqu'à 500 millions au cours des trois prochaines années pour lancer son propre réseau de téléphonie sans fil au Québec.

«Nous avons été très clairs jusqu'ici pour signifier que nous allons offrir la meilleure technologie possible lorsque nous nous lancerons sur ce marché, avec les bonnes conditions. Ce montant reflète le coût d'une fréquence et celui d'un très bon réseau», a estimé le président et chef de la direction de Vidéotron, Robert Dépatie.

Le gouvernement fédéral doit procéder au début 2008 à des enchères pour l'attribution des fréquences réservées aux appareils mobiles de troisième génération.

Vidéotron a vu son nombre d'abonnés grimper dans chacun de ses services au plus récent trimestre, bien qu'à un rythme un peu plus lent que celui observé l'an dernier. Le nombre de clients du service de téléphonie IP a franchi à la fin juin le cap du demi-million d'abonnés, soit 530 700, enregistrant au deuxième trimestre une hausse de 12,3 % par rapport à la même période de l'an dernier.

«Nous sommes fiers»

Le service de téléphonie sans fil de Vidéotron, lancé en juillet 2006, comptait 30 700 abonnés à la fin du deuxième trimestre, une augmentation de 51,2 % par rapport au premier trimestre.

«Nous sommes fiers de nos réalisations, particulièrement avec la performance de Vidéotron, qui démontre l'efficacité de nos stratégies de convergence et de forfaits, fournit de nombreux services de qualité et satisfait ou surpasse les attentes de nos consommateurs», a déclaré le président et chef de la direction de Quebecor, Pierre Karl Peladeau, lors d'une

conférence téléphonique.

Les activités de journaux de Quebecor Média pourront profiter dans les prochains trimestres de l'acquisition d'Osprey Media, complétée mercredi, pour la somme de 414 millions.

«Les actifs d'Osprey compléteront nos activités de journaux et augmenteront notre portée sur le marché de l'Ontario et sa dense population.

Avec le partage de la direction, de la production, de l'impression et de la distribution, nous nous attendons à réaliser d'importantes synergies», a dit M. Peladeau.

Quebecor Média affichait un bénéfice net de 89 millions, une hausse de près de 50 %, grâce à un chiffre d'affaires de 75 millions, en hausse de 10 %.

«Nous sommes très satisfaits de la performance de Quebecor Média au deuxième trimestre de 2007, puisque la croissance de son bénéfice d'exploitation a accéléré par rapport à la croissance de l'an dernier», a déclaré M. Peladeau.

Quebecor World a quant à elle enregistré une perte nette de 26 millions \$, par rapport à une perte de 15 millions \$ au deuxième trimestre de 2006.

«Dans un marché où les conditions sont demeurées difficiles, les inefficacités opérationnelles et les coûts liés à ces programmes ont continué d'avoir un impact sur les résultats de [Quebecor World] au deuxième trimestre», a indiqué M. Peladeau dans un communiqué.

Dans l'ensemble, Quebecor a enregistré un bénéfice net de 43 millions pour le trimestre terminé le 30 juin, par rapport à des profits de 14 millions à la même période un an plus tôt.

En excluant les éléments non récurrents, dont une provision pour restructuration et dépréciation d'actifs, le bénéfice net des activités poursuivies a totalisé 37 millions, soit 57 c par action ordinaire, par rapport à un bénéfice de 30 millions, ou 46 c l'action, pour la même période de 2006.

Presse canadienne

La construction résidentielle bondit au Québec

La construction résidentielle a progressé de 13 % au Québec au mois de juillet dernier par rapport à juillet 2006, selon les plus récentes données de la Société canadienne d'hypothèques et de logement publiées hier. Au total, 3154 logements ont été commencés dans les centres urbains (10 000 habitants et plus) du Québec en juillet dernier.

L'augmentation des mises en chantier a été particulièrement notable dans la région métropolitaine de recensement de Saguenay (68 %) et dans la région de Gatineau (62 %), ainsi que dans les agglomérations de 50 000 à 99 999 habitants, où des hausses supérieures à 35 % ont été enregistrées.

La construction a toutefois ralenti à Trois-Rivières et à Sherbrooke, où des baisses de 29 et 6 % respectivement, ont été observées. Au total, les mises en chantier

de logements collectifs se sont accrues de 22 %, presque six fois plus que celles de maisons individuelles, qui ont avancé de 4 %. Ainsi, 1709 nouveaux logements collectifs ont été recensés le mois dernier, soit 312 de plus qu'en juillet 2006.

Depuis le début de l'année, soit de janvier à juillet, les mises en chantier ont augmenté de six pour cent dans la province (centres urbains de 10 000 habitants et plus) par rapport à l'année dernière, et l'activité s'est accrue de façon plus substantielle dans le segment des logements collectifs (10 %) que dans celui des maisons individuelles (2 %).

Au total, depuis le début de l'année, 22 790 habitations ont été mises en chantier au Québec, dont 13 331 logements collectifs et 9459 maisons individuelles.

Presse canadienne

Les profits de CAE grimpent

Le fabricant de simulateurs de vol et fournisseur de formation au pilotage CAE a enregistré des profits de 38,7 millions au premier trimestre de son exercice en cours, en hausse de 19 % par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

L'an dernier, le bénéfice net de CAE avait été de 32,4 millions.

Par action, le bénéfice (de base et dilué) a été de 15 c au dernier trimestre complété, contre 13 c un an plus tôt. «Notre performance financière du premier trimestre continue à témoigner d'une stratégie solide et d'une bonne exécution de la part de toutes nos composantes, et s'inscrit dans la continuité de notre plan», a dit le chef de la direction, Robert Brown, lors d'une conférence téléphonique. Il a ajouté que l'entreprise est bien placée pour tirer profit des occasions dans le secteur de l'avia-

tion civile, avec les nouvelles commandes enregistrées, surtout dans les marchés émergents. CAE est aussi à resserrer ses liens avec les forces de défense et les constructeurs du monde entier, a-t-il dit.

«Nous sommes pratiquement à mi-chemin de notre deuxième trimestre et notre priorité demeure l'exécution de notre plan d'affaires et le redéploiement de nos initiatives de croissance, a expliqué M. Brown aux analystes et journalistes. Nous réalisons de bons progrès dans tous nos secteurs d'opération et nous comptons poursuivre sur cette lancée positive.»

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin dernier, les revenus se sont élevés à 358,3 millions, en hausse par rapport à ceux de 301,8 millions inscrits aux livres l'an dernier à pareille date.

Presse canadienne



Marc Tellier, président et chef de la direction de Groupe Pages jaunes.

Pages jaunes veut consolider sa croissance

LUANN LASALLE

Le fournisseur d'annuaires téléphoniques Fonds de revenu Pages jaunes entend consolider sa croissance et poursuivre l'intégration des entreprises achetées au Canada avant d'envisager une expansion aux États-Unis.

Le président et chef de la direction de Groupe Pages jaunes, Marc Tellier, a indiqué hier que si les annuaires américains ne sont pas nettement différents de ceux distribués au Canada, une expansion n'est pas au sommet de ses priorités.

«Une de mes expressions préférées dit que nous ne sommes pas un marteau à la recherche d'un clou, a-t-il déclaré lors d'une conférence téléphonique à l'intention des analystes. Si nous étions fous des fusions et acquisitions, nous serions des banquiers d'affaires, et de ce point de vue, notre emphase est d'essayer d'intégrer et de faire fonctionner et de terminer ce que nous avons commencé.»

Fonds de revenu Pages jaunes a enregistré un bénéfice net consolidé de 127,6 millions, ou 24 c par part, au cours de son deuxième trimestre de 2007, en hausse par rapport à 114,2 millions, ou 23 c par part, pour la même période de l'exercice 2006. L'entreprise attribue cette performance à une «croissance interne robuste».

Les revenus trimestriels de la

compagnie sont pour leur part passés de 340,3 millions, l'an dernier, à 411,1 millions, cette année, soit une progression de 21 %. «Nos résultats pour la première moitié de 2007 sont les meilleurs de notre industrie, a dit M. Tellier. Nous croyons être en mesure de soutenir ce rythme de croissance pour le reste de l'exercice, et nous sommes clairement en bonne position pour 2008.»

L'encaisse distribuable de la société s'est améliorée de 18,5 %, à 177,3 millions, au cours de la période terminée le 30 juin dernier, et de 10 % par part, étant passée de 30 c à 33 c par part, comparativement à la même période il y a un an.

M. Tellier a ajouté que l'entreprise continuera à se concentrer sur l'augmentation de sa pénétration en ligne d'un bout à l'autre du pays.

«À la fin de juin, 46 % de nos clients actuels à travers le pays annonçaient aussi bien dans nos répertoires papier qu'en ligne, ce qui fait de nous, selon nos chiffres, une leader mondial dans ce domaine», a-t-il dit. Fonds de revenu Pages jaunes détient une participation d'environ 97 % dans Groupe Pages jaunes, le plus important éditeur d'annuaires téléphoniques au Canada, et Société Trader, entreprise de médias verticaux imprimés et en ligne avec environ 200 publications et 20 sites Web.

Presse canadienne

Labopharm double sa perte nette

La société pharmaceutique Labopharm, qui mise toujours sur une approbation de sa formule de tramadol à prise unique quotidienne aux États-Unis, a doublé sa perte nette au deuxième trimestre de 2007, celle-ci étant passée de 5,5 millions l'an dernier à 11,0 millions cette année.

Les revenus du trimestre terminé le 30 juin dernier ont atteint 5,9 millions comparativement à 3,1 millions pour le deuxième trimestre de l'exercice 2006.

Les ventes de produits se sont élevées à 4,1 millions comparativement à 902 000, cette augmentation étant principalement due aux expéditions de tramadol à prise unique quotidienne à destination de 10 marchés au deuxième trimestre de l'exercice 2007, comparativement à des expéditions vers seulement trois marchés au deuxième trimestre de l'exercice 2006.

Pour le trimestre, Labopharm a prévu une provision de 1,7 million relativement à des stocks de tramadol à prise unique quotidienne constitués, en prévision d'un lancement aux États-Unis et à des dépôts effectués auprès de manufacturiers.

La compagnie a reçu, plus tôt cette année, une deuxième lettre de la Food and Drug Administration des États-Unis l'informant qu'elle n'avait pas fait la preuve de l'efficacité de sa formulation de tramadol.

Labopharm a par la suite rencontré des représentants de la FDA pour discuter des éléments soulevés dans cette lettre et, avec ses

conseillers, évalue maintenant les options possibles, soit d'effectuer des analyses statistiques additionnelles, faire appel de la décision de la FDA et, éventuellement, générer de nouvelles données au moyen d'un autre essai clinique de phase III.

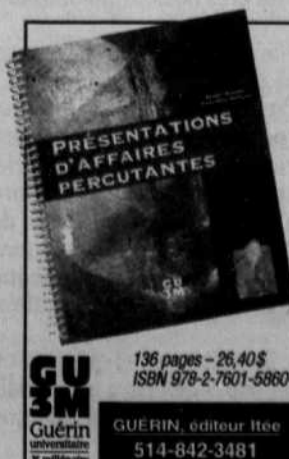
Pour le deuxième trimestre de 2007, les revenus tirés de l'octroi de licences ont totalisé 1,7 million, représentant une partie des paiements reçus par la société de ses partenaires de commercialisation et de distribution du tramadol à prise unique quotidienne. Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2006, les revenus tirés de l'octroi de licences avaient atteint 2,2 millions.

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2007, les frais de recherche et développement (avant l'aide gouvernementale) se sont élevés à 6,5 millions, comparativement à 4,5 millions pour le deuxième trimestre de l'exercice 2006.

Les frais de commercialisation et charges administratives pour le deuxième trimestre de l'exercice 2007 ont totalisé 6,1 millions, comparativement à 4,0 millions pour le deuxième trimestre de l'exercice 2006. Au 30 juin dernier, la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les titres de placement se sont élevés à 82,1 millions, comparativement à 94,1 millions au 31 mars.

A Toronto hier, le titre de Labopharm a terminé à 2,30 \$, en baisse de 15 c.

Presse canadienne



Benoît BAZOGE Paul DELL'ANIELLO

PRÉSENTATIONS D'AFFAIRES PERCUTANTES

Pour aider le futur présentateur.

136 pages - 26,40 \$ ISBN 978-2-7671-5860-3

GUÉLIN, éditeur Inc. 514-842-3481

En vente dans toutes les librairies. Le prix est indiqué sous réserve de modifications.

ÉDITORIAL

Pas de panique à la clinique

Une fois de plus, c'est par hasard qu'on apprend, cette semaine, l'existence de négociations entre l'hôpital du Sacré-Cœur et la clinique médicale RocklandMD dans le but de mettre deux salles d'opération de cette clinique à la disposition de l'institution. Si le projet a autant de sens que l'affirme le ministre de la Santé, pourquoi agir en catimini?

On veut bien croire le ministre Philippe Couillard quand il dit que le type d'entente sur le point d'aboutir entre l'hôpital du Sacré-Cœur et la clinique RocklandMD est une des pistes de solution pour l'engorgement du réseau public. Après tout, il serait logique qu'une structure légère comme cette clinique, sans règles d'ancienneté pour fixer les horaires de travail du personnel et sans contraintes qui limitent l'embauche d'infirmières retraitées, en somme sans bureaucratie, permette d'effectuer plus d'interventions chirurgicales mineures qu'un grand hôpital. C'est d'ailleurs pour cela que le gouvernement a fait adopter la loi 33 en décembre dernier, qui encourage de telles ententes entre hôpitaux et cliniques privées «affiliées» où les patients n'auraient rien à payer de leur poche.

On veut le croire, M. le ministre, mais voilà: le doute surgit quand on apprend que le premier projet sur la table est celui de la clinique RocklandMD, dont la réputation de mercantilisme a récemment fait la manchette.

Fondée il y a moins d'un an, cette clinique, dont un des administrateurs, Marcel Côté, est un proche du premier ministre, vient d'être grondée par la RAMQ pour avoir réclamé des frais élevés à ses patients en plus des honoraires perçus du régime public.

Au Québec, les actes médicalement nécessaires sont entièrement couverts par l'assurance maladie. Un médecin ne peut donc pas réclamer des frais, sauf pour couvrir certains coûts déterminés par entente avec les fédérations de médecins, tels les médicaments ou les anesthésiants administrés sur place.

En juin dernier, la RAMQ menaçait les médecins de RocklandMD de sanctions s'ils ne modifiaient pas leur approche, mais on ne sait rien de la suite.

La loi 33 adoptée en décembre encourage la signature d'ententes avec des cliniques affiliées mais pose du même coup des conditions strictes dont on ne sait pas davantage si elles seront respectées dans le contrat qui lie le Sacré-Cœur à RocklandMD. Par exemple, une clinique affiliée devra obtenir un permis spécial et ne pourra pas facturer de frais aux patients puisqu'elle sera en quelque sorte un prolongement de l'hôpital. C'est aussi l'hôpital qui choisira les malades, et non la clinique, et c'est encore l'hôpital qui paiera la note. RocklandMD respectera-t-elle à la lettre cette façon de faire?

Par ailleurs, la loi précise que des médecins participants ne peuvent pas cohabiter avec des collègues non participants. Or, aux dernières nouvelles, RocklandMD abritait aussi une clinique dont les médecins ne participent plus au régime public. Va-t-on fermer cette clinique, comme l'exige la loi?

Cette entente Sacré-Cœur-RocklandMD n'a pas fait l'objet d'un appel d'offres. Tout se passe en secret, ce qui n'est jamais bon signe. Une fois cette entente signée, il faudra démontrer que la nouvelle clinique affiliée permet de réaliser plus d'interventions et à meilleur coût. Comment y parviendra-t-on puisque les hôpitaux sont incapables de calculer le coût d'une opération?

À cause du risque de déplacement pur et simple des interventions de l'hôpital vers la clinique, il est trop tôt pour se réjouir de cette première dont les détails sont pour le moins nébuleux. Le fardeau de la preuve appartient au ministre.

j-rsansfacon@ledevoir.com

Jeudi noir

L'accalmie boursière observée avant-hier n'était qu'en surface. Il aura fallu que le géant financier BNP-Paribas annonce hier une suspension des transactions sur trois de ses fonds américains pour que toutes les places boursières de la planète s'emballent, c'est le cas de le dire, à la vitesse grand V. Résultat: il faut s'attendre à ce que le monde de l'argent, l'univers des liquidités, montre des signes de nervosité prononcée au cours des prochaines séances.

En effet, le geste de la BNP-Paribas a convaincu certaines banques centrales qu'il fallait agir au plus vite. Dans un premier temps, la Banque centrale européenne (BCE) a décidé de mettre 130 milliards \$US à la disposition des institutions européennes aux prises avec un déficit de liquidités à court terme. Pour bien soupeser l'ampleur de cette somme, signalons qu'il s'agit là d'un record. Quoi d'autre? C'est la deuxième fois de son histoire, jeune il est vrai, que la BCE se porte à la rescousse des acteurs de la circulation de capital. Par la suite, la Réserve fédérale américaine (Fed) a commandé une addition de 12 milliards. Autrement dit, en l'espace de trois heures, ces banques centrales ont accordé un supplément de 142 milliards à un taux d'intérêt évidemment privilégié.

Cet activisme de la BCE et de la Fed sur l'échiquier a eu pour conséquence, on s'en doute, d'accélérer les transactions. Et là, on touche probablement au cœur du problème. De quoi s'agit-il? L'attitude des banquiers centraux a convaincu courtiers et gestionnaires que la crise provoquée par les faillites de vendeurs de *subprimes*, soit ces hypothèques présentant un risque élevé, était certainement plus grave ou plus profonde qu'on ne l'avait envisagé jusqu'à présent.

À cet égard, il faut souligner deux fois plutôt qu'une qu'en cours de journée, on a appris que les ministres allemands concernés par la chose économique se sont réunis en catastrophe afin de déterminer les moyens propres à renflouer la banque IKB, saignée par son exposition sur le front des *subprimes*. On a également appris que le prêteur néerlandais NIBC Holding avait perdu près de 200 millions dans l'aventure des hypothèques exotiques.

S'il fallait résumer les singularités de ce jeudi noir, peut-être pourrait-on avancer que l'amorce du troisième épisode du feuilleton financier a eu lieu hier matin. On s'explique. Premier épisode: on assiste au printemps à une série de faillites des pourvoyeurs de *subprimes*. Deuxième épisode: lundi dernier, American Home Mortgage, dixième créancier hypothécaire en importance aux États-Unis, déclare faillite à son tour alors qu'il n'était pas du tout impliqué dans l'offre de *subprimes*. Troisième épisode: les fonds constitués par des banques pour couvrir les familles hypothécaires autres que l'hypothèque conventionnelle, beaucoup moins risquée, dévoilent des difficultés, des pertes élevées.

La bonne nouvelle? L'étranglement de liquidités est tel que tout un chacun s'attend à ce que les banques centrales des pays industrialisés réduisent bientôt le loyer de l'argent. Comme quoi à quelque chose malheur est bon. Enfin...



Serge Truffaut

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
Directrice de l'information JOSÉE BOILEAU
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directrice, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



LETTRES

L'homme qui veut planter des arbres

Lettre ouverte au juge John Gomery

Le *Devoir* du 6 août dernier nous faisait part du désir du juge John Gomery de réparer la disparition de 400 arbres sacrifiés pour la production du papier utilisé lors des travaux de la commission d'enquête sur le scandale des commandites.

Outré de ce gaspillage, il a décidé de réparer cette exploitation de nos ressources forestières par la plantation de 1200 arbres près de ses terres, dans la région du Haut-Saint-Laurent, à Havelock. Ses intentions sont louables mais discutables d'un point de vue écologique. Je m'explique.

Au cours des siècles, l'exploitation de la forêt a été un des moteurs de notre économie. Les gouvernements encouragent encore les plantations d'arbres pour assurer la perpétuité de la ressource. L'erreur boréale de Richard Desjardins plaide à juste titre pour la protection de cette ressource par une récolte équilibrée et des plantations de remplacement. Planter des arbres pour remplacer ceux qui ont été coupés en forêt, c'est bien, mais ce n'est pas justifié dans nos prairies!

Dans la vallée du Saint-Laurent et ailleurs au Québec, le reboisement de champs avec des pins ou d'autres conifères est souvent recommandé par les ingénieurs forestiers, mais ces aménagements du territoire se font au détriment de nos écosystèmes de prairie en détruisant leur biodiversité. Oui, dans 50 ans, on aura une forêt de pins, mais il n'y aura rien d'autre. Le sol sera presque dénudé et stérile, la flore et la faune seront réduites à leur plus simple expression. Enfin, le paysage dégaîné d'une ancienne prairie aura été oblitéré par des arbres plantés en rangées et aura perdu sa diversité et son côté pittoresque qui rejoignent l'œil des résidents et des visiteurs par-

courant nos campagnes.

Je suis un admirateur d'Al Gore et de sa croisade en faveur de notre environnement. Par contre, être écologiste ne signifie pas qu'il faille planter des arbres partout. Protégeons la biodiversité de nos champs avec leurs broussailles, leurs fleurs, leurs fruits sauvages, leurs oiseaux, leurs papillons et tous ces autres animaux qui les animent.

Gérard Leduc
Environnement Équinoxe
Mansenville, le 7 août 2007

Grande Bibliothèque

Je souhaite exprimer, aussi poliment que possible, mon profond dégoût devant la privatisation complète de l'espace autrefois offert aux usagers de la Grande Bibliothèque pour manger ou boire autre chose que les produits du Café des lettres.

La Grande Bibliothèque est une institution publique qui se targue, avec raison, de sa fréquentation par des milliers d'usagers à chaque semaine. J'ai d'abord été surpris par l'espace pour le moins restreint offert à ces nombreux usagers pour manger et boire sur place. L'ouverture du Café des lettres n'a fait qu'ajouter à cette incongruité. À côté des quatre ou cinq tables publiques se trouvent maintenant plus d'une vingtaine de tables privées, d'ailleurs assez peu fréquentées.

Cette situation ridicule est maintenant devenue révoltante. La Grande Bibliothèque est-elle à ce point en manque de financement que l'argent de Presse Café (qui exploite le Café des lettres) est devenu essentiel à son fonctionnement? N'est-il pas possible d'aménager un espace public pour que les usagers puissent dîner ou casser la croûte sur les lieux? Devrions-nous organiser des pique-niques à même le sol du hall d'entrée?

J'ose espérer que vous saurez corriger cette situation rapidement et retrouver un peu de la dignité que vous avez perdue à mes yeux en vous laissant aller à une manœuvre aussi basement mercantile.

Harold Bérubé
INRS - Urbanisation, culture et société
Montréal, le 7 août 2007

Hommage à M^r Lustiger

Une grande figure du catholicisme français disparaît. Après l'abbé Pierre et l'historien René Rémond, voici que le cardinal Jean-Marie Lustiger s'éteint. Cet homme avait eu un parcours très singulier: juif, converti dans sa jeunesse au catholicisme, il connut la très grande épreuve de perdre sa mère à Auschwitz, et il resta toujours très attaché à ses origines. J'ai eu le bonheur, il y a plusieurs années, d'assister à une de ses conférences à l'Université Laval. Il était éloquent, intellectuellement fort solide, aimant beaucoup les étudiants, discutant ferme avec eux. À l'époque, il avait un côté intellectuel parisien.

C'était un homme entier, de forte conviction et de grande foi. Il me faisait penser à Jean-Paul II, dont il était d'ailleurs un grand ami. Auteur de plusieurs ouvrages, membre de l'Académie française, le cardinal Lustiger demeurait humble et très courageux. C'est sans doute ce qui explique en grande partie pourquoi son ami Jean-Paul II le choisit pour le représenter afin de commémorer en 2005 le sixième anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz. Jean-Marie-Aaron Lustiger y alla en dépit de tout ce que cela représentait comme souvenirs douloureux pour lui. Tel était cet homme qui vient de quitter pour toujours son Paris qu'il aimait tant.

Michel Lebel
Entrelacs, le 6 août 2007

LIBRE OPINION

Redistribuer la richesse dans le but d'en créer

PAUL BERNARD

Professeur de sociologie à l'Université de Montréal et au Centre Léa-Roback sur les inégalités sociales de santé

Mathieu Laberge, de l'Institut économique de Montréal, a récemment répondu dans ces pages («Avec la mondialisation, l'accroissement du niveau de vie passe par la création de richesse», *Le Devoir*, 4 août 2007) à un article de Mathieu Dufour, de l'université Dalhousie et du Centre canadien de politiques alternatives («Produire avant de redistribuer - Combien de temps?», *Le Devoir*, le 1^{er} août 2007).

Il faut tout d'abord dégager ce débat des arguties qui l'entourent. Malgré tout ce que pourra en dire l'Institut économique de Montréal, il est évident que nous assistons actuellement à une montée considérable des inégalités sociales, qui inverse complètement la tendance ayant prévalu au cours des trois décennies qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale.

Il est vrai que cette montée est moins prononcée au Canada qu'aux États-Unis et que nous n'avons pas (encore) perdu des acquis sociaux importants, comme l'assurance santé universelle. Mais Heisz (2007) a montré que les revenus de marché deviennent de plus en plus inégaux (quelle que soit la source de données qu'on examine: enquêtes, recensements, données fiscales); et nos programmes fiscaux et de transferts ne parviennent plus à contrer cette tendance: le revenu disponible après impôts présentait un coefficient (Gini) d'inégalité de 0,283 en 1979, de 0,277 en 1989 et de 0,315 en 2004 (une valeur Gini de zéro correspondrait à une société parfaitement égalitaire, et une valeur de un à une monopolarisation de la totalité du revenu par un seul individu).

Cette situation découle en bonne partie d'une interaction entre facteurs familiaux et économiques: l'écart se creuse sérieusement entre les ménages «biactifs», où les deux conjoints sont fortement scolarisés, et ceux où il n'y a qu'un seul

gagne-pain (familles traditionnelles ou familles monoparentales), voire ceux où personne ne peut travailler.

L'écart se creuse également dramatiquement entre les nouveaux «super-riches» et le reste de la population. Entre 1975 et 2000, Saez and Veall (2004) ont montré que le revenu de marché réel avant impôts au Canada s'est accru de 13% pour l'ensemble des Canadiens. Mais pour le dixième des individus les mieux payés, la hausse au cours de ces 25 ans a été de 28%; pour le centième supérieur de la distribution, la hausse a été de 75%, et pour le millième supérieur de 319%. Aux États-Unis, les présidents directeurs généraux des entreprises majeures gagnaient environ 40 fois le salaire industriel moyen il y a 25 ans; maintenant, c'est plus de 400 fois! Et bien sûr, ces individus très puissants réclament à cor et à cri un allègement de la fiscalité et une réduction des services publics; ils ont bien sûr les moyens de s'en passer, ce qui n'est pas le lot de tous, tant s'en faut. (Evans, 2006).

Faut-il pour autant se ranger directement dans le camp du Centre canadien de politiques alternatives? Ils ont tout à fait raison d'affirmer que les salaires de l'immense majorité des travailleurs n'ont pas suivi la hausse significative de la productivité de l'économie au cours des trois dernières décennies. Il est vrai qu'il y a là une question de justice sociale importante. Mais de tels efforts de redistribution des revenus ne vont-ils pas compromettre les efforts de développement économique de notre société, comme l'affirme l'Institut économique de Montréal? N'y a-t-il pas un arbitrage à faire entre équité et efficacité? Pas du tout!

L'investissement social, clé du développement économique

Comme l'a magistralement montré Lindert (2004), ainsi que de nombreux autres chercheurs comme Swank, Kenworthy ou Osberg, les données couvrant tout le XX^e siècle indiquent que les dépenses sociales n'ont aucunement

pour effet de ralentir la croissance. En fait, comme je l'ai montré avec mon collaborateur Guillaume Boucher (2007), il y a deux moyens d'assurer cette croissance:

■ en réduisant les programmes sociaux et les impôts, et en forçant les individus à travailler, quelle que soit leur situation: c'est le «workfare», ou l'aide au conditionnel (Dufour, Boismenu et Noël, 2003)

■ ou bien en passant de la notion de dépenses sociales à celle d'investissement social, comme le font les pays scandinaves et certains pays de l'Union européenne.

Il s'agit, dans cette deuxième perspective, d'assurer à tous les citoyens des conditions qui leur permettent de participer au marché du travail en grand nombre et dans les meilleures conditions. Ainsi, les pays scandinaves proposent des services publics universels d'éducation (initiale et continue), de santé (prévention et soins) et de soutien aux familles (congés parentaux, garderies, soins aux personnes âgées et aux malades) qui encouragent une forte participation au marché du travail. Cette forte participation contribue à accroître la productivité de l'économie et permet de lever, intelligemment, les impôts requis pour maintenir ces services.

En d'autres termes, on peut arriver au développement économique par deux cheminements opposés; mais l'un d'entre eux comporte, en prime, une bonne dose supplémentaire de justice sociale. Il faut donc voir cette dernière non pas seulement comme une question de principe, mais aussi comme une contribution pratique que le développement social peut et doit faire au développement économique. Assurer à tous les citoyens un accès à des services de santé adéquats, à une éducation de qualité, à des services sociaux et familiaux appropriés à leur situation, c'est assurer le développement à long terme de notre économie; à cela les solutions de marché ne suffisent visiblement pas. En somme, il faut redistribuer la richesse dans le but de la créer.

IDÉES

Il faut démilitariser l'Arctique

ÉMILIE PELLETIER

Titulaire de la chaire de recherche du Canada sur les zones côtières des hautes latitudes, Institut des sciences de la mer (ISMER), Université du Québec à Rimouski

Le 8 juillet dernier, le premier ministre Stephen Harper, qui visite présentement l'Arctique canadien, annonçait l'intention de son gouvernement de commander entre six et huit navires militaires pour patrouiller et assurer la souveraineté du Canada sur sa frontière nord. Rien de plus louable pour un pays que de garantir à ses citoyens la sécurité à ses frontières et le respect de son territoire. Pourtant, il y a dans l'annonce du gouvernement conservateur une escalade des moyens qui n'a pas de commune mesure avec toutes les actions entreprises au cours des dernières années.

La décision canadienne de construire et d'envoyer des navires militaires au nord risque d'enclencher un processus de militarisation de l'Arctique à un degré jamais atteint à ce jour. Il y a, bien sûr, des militaires canadiens, américains, russes et même danois en Arctique depuis fort longtemps mais, à notre connaissance, il n'y a pas de navires de guerre dans l'océan Arctique.

Ici, il faut bien établir la différence qui existe entre un navire de patrouille de la Garde côtière canadienne et un navire de guerre des Forces armées du Canada. Les brise-glace rouge et blanc qu'on voit à l'œuvre sur le Saint-Laurent et dans l'Arctique relèvent de la Garde côtière, en quelque sorte la force policière des mers, responsable des opérations de recherche et de secours, du maintien des voies navigables ouvertes en hiver et de l'application des lois canadiennes dans les eaux du pays.

La Garde côtière n'a rien de militaire et fait partie intégrante du ministère des Pêches et des Océans. La Garde côtière a le pouvoir d'arraisonner des navires marchands qui enfreindraient les lois canadiennes dans nos eaux territoriales.

Quand M. Harper avait promis en campagne électorale de faire construire deux gros brise-glace pour patrouiller l'Arctique et y assurer notre souveraineté, j'ai cru dans ma grande naïveté qu'il s'agirait de nouveaux brise-glace qui renforceraient l'actuelle flottille des brise-glace canadiens, trop petits et vieillissants. Mais cette annonce montre une tout autre orientation. Selon ce que les journaux nous rapportent, il s'agit de faire construire de six à huit navires de guerre d'une longueur de 100 mètres, seulement capables de naviguer dans l'Arctique pendant l'été.

Ces navires seraient armés et capables d'accueillir les nouveaux hélicoptères maritimes Cyclone CH-148 que la Défense nationale a commandés en 2004. Rappelons que le Cyclone CH-148 est un hélicoptère militaire et non civil, capable de transporter des troupes avec un énorme rayon d'action et même de lutter contre les sous-marins. Le Canada aurait donc de six à huit navires de guerre pour assurer notre souveraineté et bloquer le passage à un éventuel ennemi. Or il n'y a pas d'ennemis armés dans l'Arctique! Si oui, que la Défense nationale nous en fasse la preuve. Les brise-glace américains ou russes qui sillonnent occasionnellement l'Arctique ne sont pas armés.

L'éventuelle mise en fonction de navires militaires canadiens dans l'Arctique aurait des conséquences désastreuses sur l'attitude des pays revendiquant des droits territoriaux au-delà du cercle polaire. En plus du Canada, des pays comme la Russie, les États-Unis, le Danemark (le Groenland est danois et fait partie de la Communauté européenne) et la Norvège sont tous des pays démocratiques qui ont des revendications territoriales en zone arctique. Tous ces pays sont considérés comme des amis du Canada, y compris la Russie.

Le Canada veut-il déployer son arsenal militaire pour faire peur à ses amis? L'existence de conflits territoriaux entre «pays amis» requiert des négociations et des compromis, surtout pas la militarisation des frontières. Que feront les Américains, les Russes et même les Danois en voyant apparaître des navires de guerre canadiens en Arctique? N'auront-ils pas l'idée d'y déployer leur propre flotte pour se protéger d'une éventuelle agression canadienne? Qu'advient-il des travaux scientifiques menés par des équipes internationales regroupant les pays limitrophes de l'Arctique et essentiels à la compréhension des changements climatiques en zone polaire?

L'histoire nous apprend pourtant qu'il est possible



L'éventuelle mise en fonction de navires militaires canadiens dans l'Arctique aurait des conséquences désastreuses sur l'attitude des pays revendiquant des droits territoriaux au-delà du cercle polaire.

de gérer des revendications territoriales de façon pacifique, et l'autre zone polaire de notre planète, l'Antarctique, nous en donne un exemple éloquent. Dès 1957-58, à l'occasion de l'Année internationale de géophysique, les États-Unis avaient pris l'initiative de convoquer une conférence pendant laquelle furent jetées les bases du traité sur l'Antarctique, qui fut signé par 11 pays et entra en vigueur en juin 1961.

Ce traité faisait de l'Antarctique une immense réserve scientifique où les activités militaires sont interdites. Plusieurs ententes et protocoles spécifiques ont été conclus au cours des décennies qui ont suivi cette conférence pour renforcer le caractère de protection et de conservation des écosystèmes antarctiques, une caractéristique déjà présente dans le traité initial. Le plus extraordinaire, c'est que ce traité tient toujours, même si la plupart des pays signataires ont maintenu leurs revendications territoriales.

Il est aujourd'hui possible de mener des recherches scientifiques sur l'ensemble du continent et de la péninsule antarctiques sans qu'un soldat vienne vous coller le canon de son fusil sous le nez. Il n'y a aucune zone militaire interdite et l'information scientifique circule librement. Ajoutons que le Canada est signataire du traité sur l'Antarctique depuis quelques années et qu'il existe de nombreuses ententes bilatérales ou internationales permettant aux chercheurs canadiens d'aller et travailler. L'Arctique a besoin du même type de protection que celle qu'on accorde aujourd'hui à l'Antarctique.

S'il a été possible de mettre en place en 1961 un traité de paix au milieu des pires années de la guerre froide, je ne vois pas pourquoi il ne serait pas possible de répéter l'exploit en amenant les pays limitrophes de l'Arctique à signer un éventuel traité de démilitarisation de l'Arctique, faisant de cet océan et de ses îles gelées une deuxième réserve scientifique planétaire sans canons ni soldats. Démilitariser l'Arctique ne signifie pas pour le Canada d'abandonner ses droits territoriaux et de renoncer à sa souveraineté.

Il s'agit de mettre en place un mécanisme de solution des conflits territoriaux de façon pacifique avec des pays amis. Il s'agit de confirmer à la Garde côtière son rôle de policier des mers et de lui fournir les moyens de faire respecter les lois canadiennes dans les eaux territoriales du Canada. Il s'agit de faire savoir aux pays amis la ferme intention du Canada de défendre ses droits territoriaux sans mettre les revolvers sur la table. Enfin, il s'agit de négocier et de signer des protocoles internationaux pour protéger l'extrême fragilité des écosystèmes arctiques.

Un espace démilitarisé est essentiel à la continuation des travaux scientifiques canadiens et internationaux

présentement menés en Arctique. La question des changements climatiques est beaucoup plus complexe qu'on aurait pu l'imaginer il y a à peine quatre ou cinq ans. Les médias rapportent souvent que les scientifiques ne s'entendent pas sur la vitesse et l'ampleur des changements qui se produisent actuellement dans l'Arctique.

C'est parfaitement vrai, et la raison en est simple. L'information scientifique nécessaire pour construire et utiliser les modèles prédictifs du climat en Arctique n'est pas encore suffisamment disponible. Et au rythme où vont les choses, il faudra encore dix ans pour arriver à des résultats tangibles qui fassent consensus. Le Canada, comme les autres pays limitrophes de l'Arctique, a un besoin urgent de ces résultats. La seule façon d'y arriver est un travail concerté de ces pays limitrophes et des autres grandes puissances scientifiques en sciences polaires comme la France, le Royaume-Uni et l'Australie.

Il faut de toute urgence construire des modèles climatiques et environnementaux comparés entre les deux zones polaires de la planète. Le Canada ne peut pas faire tout ce travail tout seul, et ce n'est certainement pas le temps de sortir les canons pour faire fuir nos amis. Le Canada peut encore jouer un rôle décisif dans la prédiction des effets des changements climatiques en zones polaires en mettant sur la table les milliards de dollars aujourd'hui prévus pour militariser notre frontière nord.

Au lieu de construire de navires de guerre, cet argent pourrait servir à développer des hautes technologies d'exploration polaire avec des retombées économiques tout aussi substantielles pour l'économie canadienne. Imaginez, le Canada ne dispose même pas d'une base scientifique permanente en Arctique! En guise de comparaison, l'Australie a trois bases scientifiques permanentes (Casey, Mawson et Davis) le long du continent antarctique!

Assurer la souveraineté canadienne en Arctique passe par l'exploration et la connaissance approfondie du territoire terrestre et des zones marines. La souveraineté canadienne passe par l'établissement de plusieurs bases scientifiques (évidemment non militaires) capables d'observer les soubresauts du climat et d'enregistrer les modifications que subissent déjà les écosystèmes arctiques.

La souveraineté du Canada passe par une présence accrue et soutenue de nos scientifiques et de nos technologues à toutes les instances internationales où il est question de recherche et de développement en zones polaires. La souveraineté du Canada passe par l'élaboration et la signature d'un traité de démilitarisation de l'Arctique. Voilà un grand geste qui permettrait à M. Harper et à son gouvernement de passer à l'histoire de notre pays et de notre planète.

Élections partielles au Liban

Damas 1, Washington 0

ALAIN-MICHEL AYACHE

Spécialiste du Proche-Orient au département de science politique de l'Université du Québec à Montréal

On s'y attendait. La victoire du candidat du général Michel Aoun sur son concurrent, l'ex-président de la République libanaise, Amine Gemayel, était prévisible. Ce qui n'était pas, c'est la différence de voix qui a mené le premier à la victoire.

En effet, les 418 votes qui séparent le gagnant du perdant sont indicatifs à plus d'un égard, le premier étant encore une fois la preuve que le général Aoun a des appuis dans la région majoritairement chrétienne. Par ailleurs, c'est également la preuve qu'il a perdu beaucoup des siens lors de ces élections partielles. Des 70 % de voix chrétiennes et notamment maronites qu'il avait récoltées lors des dernières élections législatives, il ne lui reste plus qu'un pourcentage minime!

Cette perte de popularité dans le camp chrétien trouve son origine dans l'alliance du général avec le Hezbollah et la Syrie alors que, durant ses 15 ans d'exil en France, il représentait, notamment pour les chrétiens maronites, le fer de lance du nationalisme libanais et de l'antisyrisme primaire. Or, depuis qu'il a retrouvé le chemin de Beyrouth, au nom d'une «union nationale», il multiplie les erreurs politiques en misant sur les mauvais joueurs.

Ennemis d'hier, alliés d'aujourd'hui

Ses détracteurs, dont la majorité gouvernante, lui reprochent son alignement sur la politique syrienne contre les intérêts premiers du Liban. Lui défend la position de la présidence de la République, qu'il cherche à occuper au prétexte de consolider son pouvoir face à un sunnisme fort centralisateur de la décision exécutive de l'État. Il accuse ce gouvernement d'être une copie conforme de celui sous l'occupation syrienne, car la majorité des ministres en question y siégeaient à cette époque. Or, si cette «sauvegarde» de la position présidentielle le est jugée importante par l'Église libanaise, il n'en demeure pas moins que le général est aujourd'hui plus que jamais perçu comme la mauvaise personne aux yeux des chrétiens et du clergé pour l'occuper. D'ailleurs, le patriarcat maronite a cherché à plusieurs fois à colmater la brèche entre le général et l'ex-président Gemayel, mais il a lamentablement échoué à cause de l'entêtement et de la personnalité du premier, voire de son mépris pour la famille Gemayel. Cela s'est traduit à plus d'une reprise par des déclarations télévisées du général, dont le degré de respect à l'endroit des Gemayel se rapprochait davantage de celui d'un agent des moukhabarats syriens que d'un général de l'establishment militaire, pis, d'une personne aspirant à la magistrature suprême du pays!

Le général

Michel Aoun

a perdu

beaucoup

des siens

lors de

ces élections

partielles

Un ras-le-bol chrétien

À examiner cela de près, on s'aperçoit que les voix qui ont mené le candidat du général au succès sont principalement celles du camp arménien, bien qu'en partie seulement, et du parti social-progressiste national, très proche de Damas, en plus des votes des «naturalisés» venus spécialement en autocar de Damas pour remplir leur devoir civique. Bien entendu, une partie des chrétiens de la région a voté pour le candidat aouniste. Ce sont les fidèles de l'ex-ministre de l'Intérieur, vice-premier ministre du temps des Syriens au Liban, Michel el-Murr, dont, ironiquement, le fils est l'actuel ministre de la Défense et a déjà été l'objet d'une tentative d'assassinat par les mêmes personnes qui ont tué l'ex-premier ministre Rafic Hariri.

La réplique de Washington

Pour les observateurs et les analystes de la scène politique libanaise, le succès du courant patriotique du général Aoun à ces élections partielles démontre la capacité de celui-ci à générer un gouvernement qu'il juge inconstitutionnel et non représentatif de la volonté des Libanais. En réalité, ces résultats ne sont qu'une avant-première du combat électoral que les chrétiens, notamment, auront à mener pour la présidence de la République. La candidature de Michel Aoun, bien qu'annoncée, ne recevra sans doute aucun appui de la population chrétienne qu'il clame représenter. D'où le grave problème pour les maronites de trouver une solution de rechange ayant l'aval de tous. D'ores et déjà, les analystes américains pensent que la présidence de la République constituera le prochain bras de fer non négligeable entre l'administration américaine et Damas. Or Washington semble prendre les devants après cette «victoire» d'Aoun sur le gouvernement Siniora en bloquant et en saisissant tous les comptes de citoyens américains et d'entreprises américaines connues pour appuyer financièrement le général.

Ainsi, dans l'attente de la prochaine élection présidentielle, qui devrait avoir lieu fin septembre, les deux camps semblent se préparer pour un automne des plus chauds au Liban. D'aucuns parlent même d'affrontement armé avec toutes les armes qui continuent de transiter de Damas vers ses alliés libanais...

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Etant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

Nucléaire japonais: quand l'humour des Simpson rattrape la réalité

FRANCIS LANGLOIS

Professeur d'histoire au cégep de Trois-Rivières

Je rentre d'un voyage d'un an au pays du Soleil levant, où j'ai enseigné l'anglais. Plusieurs mythes à propos de ce fascinant pays sont tombés au cours de ce séjour, notamment celui voulant que les normes de l'État soient scrupuleusement appliquées par l'industrie. Le scepticisme de la population envers les assurances des officiels de la compagnie Tokyo Electric Power (TEPCO) quant à leur maîtrise du récent incident à la centrale nucléaire de Kashiwazaki s'explique par une série d'accidents survenus au cours des dix dernières années dans l'industrie nucléaire japonaise.

Le plus sérieux de ces accidents s'est produit dans le petit village de Tokaimura, situé à environ 150 kilomètres de Tokyo, dans une région surnommée le «couloir nucléaire» en raison du fait qu'on y compte 15 centrales. En 1999, des ouvriers de la compagnie JCO, filiale de l'immense conglomérat Sumitomo, ont accidentellement provoqué une réaction en chaîne qui a duré 20 heures dans des installations qui, malgré les normes, n'étaient dotées d'aucune protection contre la radioactivité. L'incident s'est produit alors que les ouvriers préparaient du combustible pour un réacteur expérimental au plutonium. Outre la dangerosité de l'incident, ce sont les circonstances qui ont retenu l'attention du public à l'époque.

Tout d'abord, cette situation, digne de la populaire émission *Les Simpson*, a été provoquée par le fait que les ouvriers étaient incapables d'utiliser les instruments de mesure destinés à contrôler la radioactivité du combustible qu'ils préparaient. En plus du manque de qualification du personnel, celui-ci n'était pas équipé pour effectuer son travail de façon sécuritaire. Les employés devaient en effet mélanger à la main l'uranium dans des contenants d'acier inoxydable incapables de retenir la radioactivité. Enfin, il n'y avait aucun plan d'urgence puisque la compagnie était convaincue que, si les règles de sécurité et les procédures étaient suivies, il n'y aurait aucun accident. L'enquête menée par les autorités a démontré que la compagnie propriétaire de la centrale avait fait fi de ses propres règles de sécurité afin d'économiser.

Les autorités de Tokaimura n'ont pas mieux agi que la compagnie. Tout d'abord, elles ont réagi avec lenteur, n'informant le premier ministre que cinq heures après le début de l'incident. Cette lenteur, liée à l'intention de ne pas ébruiter l'incident, a fait en sorte que les forces armées stationnées dans les environs, qui auraient pu être utilisées afin d'évacuer la population, ont refusé de bouger, attendant l'autorisation du gouvernement, lui-même au courant de rien. Ensuite, les pompiers envoyés sur les lieux n'avaient ni équipement de protection ni matériel pour lutter contre un feu de ce type. Enfin, les employés directement affectés n'ont été traités que deux jours plus tard et l'hôpital de la région, théori-

quement équipé pour traiter des gens irradiés, ne l'était pas dans les faits. Les installations sont fermées depuis ce temps, non sans avoir eu le temps de relâcher des gaz radioactifs.

Dans ce pays qui, en 2000, tirait 37 % de son énergie du nucléaire, entre 70 et 75 % des Japonais (tendance établie en 2000) considèrent que cette énergie est dangereusement gérée par les autorités. L'inaction des autorités dans l'incident de Tokaimura, couplée aux compagnies d'énergie plus préoccupées par les profits que par la sécurité, a laissé les Japonais très sceptiques quant à l'utilisation du nucléaire. Mes amis pensent tous ceci: plutôt que de régler les problèmes de sécurité, les entreprises préfèrent affirmer que tout est sécuritaire, le gouvernement se contentant quant à lui de rapports que celles-ci lui envoient pour s'en assurer. Outre la recherche de profits, il s'agit d'une omerta liée à la culture de l'honneur: il est préférable de se taire, donc de sauver la face, plutôt que de reconnaître l'erreur qui impliquerait non seulement les compagnies fautive mais aussi un gouvernement négligent. En gardant le silence, tout ce beau monde est gagnant. Le fait que la TEPCO ait demandé à ses employés d'éteindre le feu provoqué par le tremblement de terre avec de l'eau plutôt que d'attendre les pompiers laisse sceptique quant à la conscience sécuritaire des grands groupes d'énergie japonais. Encore une fois, on a tenté de sauver la face plutôt que d'assurer la sécurité de la population.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine : Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits de société), Clairandré Cauchy (Général), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Mungier (responsable du site Internet), Emilie Folie-Boivin, Vincent Cauchy (communiqué), Laurence Clavel (opinion), Jean-Guillaume Dumont, Philippe Papineau (opinion), Louise-Maude Roux-Soucy (Santé), Pauline Gravel (science), Michel Garmeau (cartooniste), Diane Précourt (responsable des pages thématiques), Martin Ducas, Michèle Malenfant et Christine Dumont (sécurité), Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographie), à l'information culturelle: Michel Bélar (théâtre et cabaret Culture), Julie Carpentier (opinion), Paul Bennett (opinion cahiers spéciaux et culturels du week-end), Stéphane Baillargeon (reporter), Paul Cauchon (médiat), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Isabelle Paré (culture), à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffant (éditorialiste), à l'information politique: Hélène Buzette et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dutilleul (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque, Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction), Marie-Pier Frappier, Emilie Parent Bouchard (communiqué à la rédaction), à l'information: Gilles Paré (directeur), Manon Derome, Patrick Cossette (Québec), Monique Bhérrer (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING Amélie Bessette, Jean de Billy, Jean-François Bossé, Dave Cameron, Marlène Côté, Christiane Legault, Amélie Maltais, Claire Paquet, Martine Riopelle, Isabelle Sanchez, Nadia Sebati, Mélisande Simard (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires). LA PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaitis, Olivier Zaida. INFORMATIQUE Yanick Martel (responsable), PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Rachelle Leclerc. L'ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Ghislaine Laheur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

ACTUALITÉS

BOURSES

SUITE DE LA PAGE 1

Dans l'ensemble, le Dow Jones a perdu 5 % depuis la mi-juillet et le TSX, 7,7 %. L'annonce d'hier a eu pour effet d'injecter une bonne dose de pessimisme dans le secteur bancaire, tant aux États-Unis qu'au Canada, puisque bon nombre d'établissements ont investi dans des fonds qui s'appuient notamment sur des créances hypothécaires. Plusieurs banques, des deux côtés de la frontière, reculaient de 3 %, de 4 %, voire de 5 %.

Au cœur des soucis figure la santé du «marché du crédit». Depuis plusieurs années, le crédit est une porte ouverte: la faiblesse des taux d'intérêt a fait en sorte qu'il était très facile, pour les consommateurs et les entreprises, d'emprunter de l'argent pour dépenser ou acquérir d'autres sociétés. L'achat d'une maison peu importe le prix par des gens qui n'en avaient pas les moyens, l'achat de téléviseurs énormes, les renouvellements d'hypothèque avec création de marge de crédit, les fusions de compagnies, les acquisitions, etc.

L'engrenage ne s'arrête pas là. Car ces hypothèques risquées (les *subprime*), prêts, obligations et autres sortes d'emprunts ont été regroupés puis emballés dans des fonds d'investissement destinés à une chose: générer des rendements. Or, puisque les hypothèques à risque font défaut, les fonds dans lesquels on les a intégrés se dégonflent les uns après les autres. Face au dégonflement, l'intérêt des investisseurs pour ces produits s'est dissipé. Et c'est justement ce genre de fonds que BNP Paribas a gelé hier.

«La disparition de toute transaction sur certains segments du marché de la titrisation aux États-Unis conduit à une absence de prix de référence et à une illiquidité quasi totale des actifs figurant dans les portefeuilles des fonds quelle que soit leur qualité», a écrit BNP. Autrement dit, plus personne ne rôde dans les parages. Et la banque, craintive, ne rembourse plus les investisseurs qui continuent de vouloir reprendre leurs billes.

La BCE, la Fed et la Banque du Canada

Préoccupée par le spectre d'un problème de liquidités à grande échelle, la Banque centrale européenne (BCE) est rapidement entrée en scène. Elle a annoncé hier une injection de 95 milliards d'euros (137 milliards \$CAN) dans le système financier. Jamais depuis la semaine du 11 septembre 2001 elle n'avait soufflé autant d'argent de cette manière. Selon le *Wall Street Journal*, la Réserve fédérale américaine a fait la même chose, quoique de manière plus réservée. La Fed aurait ainsi injecté 12 milliards \$US dans le système américain après avoir discuté avec la BCE.

Même la Banque du Canada était aux aguets. «Compte tenu des conditions actuelles du marché, la Banque du Canada tient à assurer [...] qu'elle fournira des liquidités pour soutenir la stabilité du système financier et le fonctionnement continu des marchés, a-t-elle écrit. Les activités à cet égard relèvent des responsabilités normales. La banque suit de près l'évolution de la situation et prendra les mesures appropriées selon les circonstances.»

Le hoquet des fonds de BNP, qui ne représentent qu'une goutte d'eau dans les 350 milliards d'euros que contiennent tous les fonds de la banque, suit de près les problèmes de deux fonds chez Bear Stearns. La firme d'investissement de Wall Street a avoué le mois dernier que les fonds en question avaient fait de mauvais paris, notamment sur des obligations liées à des hypothèques à haut risque. Assailli par des appels de marge de la part des banques et par les demandes de rachat venant des investisseurs, Bear Stearns a fini par dire que les deux fonds ne valaient presque rien. Les hypothèques *subprime* sont celles que les prêteurs ont offertes à des clients au dossier peu reluisant qui voulaient à tout prix acheter une maison ou refinancer leur ancienne hypothèque. Elles sont complexes et coûtent cher. Selon de récentes données, 13 % de tous les prêts hypothécaires sont des *subprime*, comparativement à 2 % il y a sept ans.

Or la réalité a rattrapé le rêve. Résultat: les taux de défaillance se sont mis à grimper, et les prêteurs se sont mis à tomber. Jusqu'ici, une quarantaine de sociétés spécialisées dans cette pratique ont déclaré forfait. Les analystes craignent que les problèmes dans ce créneau ne fassent paniquer l'ensemble des prêteurs, dont le resserrement des critères de prêt causerait de sérieux maux de tête pour l'économie dans son ensemble.

Vive réaction

À force d'entendre parler des problèmes hypothécaires qui ne semblent pas se dissiper, les nerfs de Wall Street sont à fleur de peau. «On en sait tellement peu sur les établissements qui sont exposés aux hypothèques *subprime* que, chaque fois qu'il y a une annonce, le marché réagit vivement», a dit Owen Fitzpatrick, analyste de la Deutsche Bank.

Et au lieu d'apaiser les marchés, l'intervention de la BCE «a en fait accru la crainte que les choses soient pires qu'on ne l'imaginait», a expliqué Michael Malone, analyste de Cowen & Co. «Particulièrement après que la Fed a affirmé mardi qu'il n'y avait pas réellement à craindre que la situation sur le marché du crédit pèse sur la croissance économique américaine», a-t-il dit.

Les investisseurs, donc, cherchaient la porte de sortie. À Wall Street, l'indice des 30 grandes compagnies industrielles du Dow Jones a perdu 387 points à 13 271 (-2,8 %). Le Nasdaq, composé surtout de titres du secteur technologique, a reculé de 56 points à 2556 (-2,2 %). Quant au S&P 500, qui ratifie large et fait figure de baromètre plus fiable, il a laissé filer 44 points à 1453 (-3 %). La Bourse de Toronto a elle aussi été emportée par le vent de panique. Elle a reculé de 280 points à 13 478 (-2 %).

Le Devoir

Lire aussi l'éditorial de Serge Truffaut en page A 8

Rectificatif

Une erreur d'identification s'est glissée dans le bas de vignette qui accompagnait la photo intitulée «Endeavour s'envole» publiée dans *Le Devoir* du jeudi 9 août 2007. La femme aux côtés de l'astronote canadien Dave Williams est l'institutrice Barbara Morgan, qui participe à la mission, et non Christa McAuliffe tel qu'il était indiqué. Mme McAuliffe, également institutrice, avait été tuée dans l'explosion de la navette *Challenger* en janvier 1986. Nos excuses.

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Quebecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. Licence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Quebecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007

SUITE DE LA PAGE 1

Pour comprendre le contexte de ce débat, il faut se souvenir que le Québec et Terre-Neuve se font la guerre depuis des années à propos du développement hydroélectrique du Labrador. Sa géographie oblige Terre-Neuve à négocier avec le Québec à propos de tout projet d'exportation d'électricité en dehors de ses frontières. Or Terre-Neuve estime s'être fait berné dans les années 70 avec le contrat de Churchill Falls, qui fixait jusqu'en 2041 le prix — dérisoire — de l'électricité qu'elle vend au Québec. Le Québec la revend à fort prix sur les marchés étrangers, engrangeant les profits.

McGuinty en désaccord

Le premier ministre de l'Ontario, Dalton McGuinty, a souhaité que Québec et Terre-Neuve s'entendent rapidement «pour qu'on puisse avoir accès à cette électricité le plus tôt possible. Ça nous aiderait à réduire nos émissions de gaz à effet de serre». M. McGuinty s'est toutefois inscrit en faux par rapport à la logique québécoise. «De mon point de vue, s'il est possible d'accélérer la création d'une ligne nationale et si on pouvait ajouter de l'argent du fédéral en dehors du Québec, cela correspondrait à l'intérêt du Québec.»

Le nœud du problème réside justement là. Si certaines lignes de transmission devaient être financées par le gouvernement fédéral, cela aurait pour conséquence de réduire artificiellement le coût de transport de l'électricité et transitant. «On n'acceptera pas que le gouvernement fédéral se mette à faire des projets de lignes d'interconnexion, a déclaré Jean Charest. Il ne l'a jamais fait auparavant. Le Québec a toujours assumé seul les frais de construction de barrages et de lignes de transport. Alors pourquoi, soudainement, le gouver-

FÉDÉRATION



PAUL DARROW REUTERS

Jean Charest (Québec), Gary Doer (Manitoba), Robert Ghiz (Île-du-Prince-Édouard), Ed Stelmach (Alberta) et Joe Handley (Territoires du Nord-Ouest) ont participé aux discussions hier à Moncton.

nement fédéral viendrait-il s'immiscer dans le marché alors qu'on est capables de le faire nous-mêmes?»

Pour M. Charest, «il ne sera jamais question de ligne fédérale au Québec». «On n'accepte pas qu'on puisse passer sur le territoire québécois sans conditions.»

Régime réglementaire

Par ailleurs, les provinces se sont entendues pour simplifier le processus réglementaire lorsque vient le temps d'approuver un projet de développement énergétique, processus alambiqué et dédoublé qui, selon elles, «freine le développement économique». Les provinces veulent tout

particulièrement faciliter l'analyse environnementale des projets. Elles demandent donc au gouvernement fédéral de faire le ménage dans ses règles et songent à créer des guichets uniques pour simplifier les demandes lorsqu'un projet concerne plus d'une province. Les premiers ministres ont promis qu'il ne s'agit pas de relâcher les critères d'acceptabilité environnementale.

Le Devoir

Lire aussi — Changements climatiques: les provinces restent sur leurs positions, Page A 3

TENNIS

SUITE DE LA PAGE 1

En l'occurrence, avec des raquettes en bois, de gros cheveux sous le bandeau, des shorts serrés et une intensité de tous les diables.

Cette année-là, d'ailleurs, Borg conquerra son cinquième championnat consécutif sur le gazon du All-England Club, une marque qu'a tout récemment égalée Roger Federer et qu'il pourrait de toute évidence abaisser la saison prochaine.

Plusieurs ont qualifié cet affrontement de «match du siècle», et le bris d'égalité — ou, comme on dit à l'Académie française, le *tie-break* —, dans lequel McEnroe a eu sept points de set, en a été le point culminant. S'il a malencontreusement pour effet de réduire la probabilité de matchs de cinq heures — les meilleurs, sauf lorsqu'il y a une tombée à respecter —, le bris d'égalité, illustration d'à quel point nous vivons dans un monde pressé d'en finir, reste quand même une invention excitante, même s'il faut toujours deux points de différence pour des raisons de service.

Deuxième type de moment, et là, ne vous en faites pas, on arrête de radoter à propos des vieilles affaires et on en vient à la brûlante actualité: le match commence, le sujet observant se lève pour s'aller procurer un chien chaud en compagnie d'une boisson gazeuse, il se vire de bord, il rejette un coup d'œil au court central et paf, le match est fini.

C'est à peu près ce qui est arrivé hier après-midi à Roger Federer, joueur de tennis numéro un sur la planète sans discontinuer depuis 184 semaines: une rencontre du deuxième type. Il faut dire que, même si, le saviez-vous, il n'y en a pas de faciles dans cette chienne de vie où nous ne faisons que passer, les cartes n'apparaissent pas de prime abord équitablement distribuées: d'un côté le top du top, de l'autre le 139^e au classement ATP, nommément l'Italien Fabio Fognini.

De 15 minutes à une demi-heure

En résumé, le premier set a mis 15 minutes non pas à se mettre en branle mais à se terminer. Le second, lui, a duré une petite demi-heure. Résultat: 6-1, 6-1, et Federer s'en va en quarts de finale. Quelque chose à signaler? Non, pas vraiment. À part peut-être des remarques intéressantes du principal intéressé sur la façon de garder la tête à l'ouvrage dans les matchs à sens unique.

«Mentalement, c'est difficile, parce que les spectateurs veulent en voir plus», a-t-il raconté après la partie. «Vers la fin du premier set et au début du deuxième, ils se mettent à encourager votre adversaire. Vous sentez alors que si votre adversaire croit qu'il a une chance, il va sauter dessus. Ça vous met de la pression. Et ce n'est pas facile. Je m'y suis habitué au fil des ans, mais chaque fois que cela se produit, cela crée une situation étrange: vous

jouez bien, et normalement les gens devraient vouloir que vous continuiez à bien jouer, mais ce n'est pas ainsi que les choses se passent.»

Nadal, pour sa part, a dû trimer pas mal plus dur pour obtenir son billet pour la ronde des huit. Dans un match davantage apparenté au premier type, fertile en émotions* et qui a soulevé bien des oh! et des ah! du côté des gradins, l'Espagnol a surmonté une perte de la première manche pour finalement s'imposer par 3-6, 6-3 et 6-2 devant le Français Paul-Henri Mathieu, demi-finaliste à Montréal en 2005 et 23^e joueur mondial. Nadal se mesurera aujourd'hui au gagnant du match d'hier soir mettant aux prises le dernier Canadien en lice en simple, Frank Dancevic, à l'Espagnol Fernando Verdasco.

Par ailleurs, Novak Djokovic, Lleyton Hewitt, Nikolay Davydenko et Radek Stepanek ont aussi accédé aux quarts. Le troisième joueur mondial Andy Roddick jouait pour sa part en soirée hier contre le Chypriote Marcos Baghdatis. À la fin de la journée aujourd'hui, on connaîtra l'identité des membres du carré d'as.

(* Je tiens à souligner par ailleurs qu'il est de fort mauvais goût de qualifier un match de tennis de «fertile en rebondissement». Trop facile. Comme disait Victor H., le calembour est la fiente de l'esprit qui vole.)

Le Devoir

SUISSE

SUITE DE LA PAGE 1

produits appartenant aux politiciens ainsi que sur des produits appartenant aux politiciens ainsi que sur des activités en leur compagnie. L'argent ainsi récolté sera entièrement versé à une fondation pour la recherche sur le cancer chez les enfants, a annoncé le parti par voie de communiqué cette semaine.

«C'est normal, souligne M. Darbellay. Après tout, nous sommes un parti profilé dans le domaine de la politique familiale et de l'enfance.»

Brunch dominical avec la conseillère nationale (députée) Brigitte Häberli-Koller, soirée saucisses et bière lors du festival du Gurten 2008, un grand rassemblement rock estival dans les hauteurs de Berne, la capitale, avec son collègue Reto Nause; six bouteilles de vin du vignoble personnel de Simon Epiney, un autre élu; balade à vélo de montagne avec Bruno Frick, vice-président du parti: les offres sont nombreuses et variées.

Mais une d'entre elles semble attirer davantage l'attention: la possibilité de prendre un café en compagnie de Doris Leuthard, ex-présidente du parti, jeune star montante de la politique helvétique et ministre de l'Économie au sein de l'actuel gouvernement de coalition. Hier en effet, sa proposition affichait 4500 \$ (5050 francs suisses) au compteur.

D'ici le scrutin d'octobre, le PDC doit soumettre sur eBay deux autres vagues d'enchères alimentaires par l'ensemble de ses 43 élus. Le président du parti y proposera des billets pour un concert de Polo Hofer, le Jean-Pierre Ferland de la Suisse. «Mais ce qui va attirer le plus les regards, je crois, ce sont sans doute deux billets pour la finale de la Ligue des champions de l'UEFA en 2008 à Moscou [un match couru dans le monde du soccer en Europe]», ajoute M. Darbellay.

Dans l'air du temps

Largelement inspiré de campagnes similaires menées en Allemagne par la CDU, le parti d'Angela Merkel, avec lequel les démocrates-chrétiens suisses revendiquent des liens parentaux, ce coup d'éclat sur Internet vise à rajouter l'image du PDC, un parti plutôt conservateur dont les appuis diminuent depuis quelques années. «C'est une nouvelle stratégie, avoue Christophe Darbellay. La campagne sur eBay est d'ailleurs une activité innovante parmi bien d'autres à venir» d'ici le soir du scrutin.

Cette formation politique, qui dit être préoccupée par le réchauffement climatique, envisage en effet, au

cours des prochaines semaines, de distribuer dans les grandes villes suisses près de 10 000 petits économiseurs d'eau à installer sur les robinets. En 2003, la distribution de brosses à dents orange (à la couleur du parti) dans les rues n'avait toutefois pas pu empêcher le PDU de perdre plusieurs sièges à l'Assemblée fédérale, la Chambre basse du Parlement. À l'heure actuelle, ce groupe est la quatrième force en présence sur l'échiquier politique fédéral suisse.

«Nous avons appris de cette époque, dit M. Darbellay. Un gadget électoral, seul, ne peut pas nous permettre de remporter des élections. Pour ça, il faut que ce gadget soit soutenu par un contenu politique fort, et c'est ce que nous avons cette année.»

Des effets incertains

Selon le spécialiste en communication Patrick Beauvain, de l'agence de publicité Cossette à Montréal, il est pour le moment difficile d'évaluer la véritable portée d'une telle tactique en campagne électorale. Mais une chose est sûre, d'après lui: les électeurs devront s'habituer à voir ce type de communication politique, un brin surprenante, se multiplier à l'avenir. «Le métier de la politique est de plus en plus influencé par les stratégies marketing des produits de consommation, explique-t-il à l'autre bout du fil. C'est un phénomène croissant.»

Les exemples ne manquent d'ailleurs pas. Ainsi, l'été dernier, l'actuel président français Nicolas Sarkozy, alors en campagne électorale, avait dépêché des équipes de promotion sur les plages de France pour distribuer des... gougounes (que les Français appellent tongs) aux couleurs de sa formation politique, l'Union pour un mouvement populaire (UMP). Au milieu d'autres produits dérivés donnés aux estivants, notamment des bonbons, des repose-tête, des carnets de jeux et même des préservatifs, la sandale de plage avait la particularité de frapper l'acronyme du parti sur le sable à chaque pas.

Autres lieux, autres tactiques: le Parti conservateur du Canada va faire son apparition le 17 août au Québec sur... le capot d'une voiture de course lors de la série NASCAR présentée à Trois-Rivières. Le C bleu de la formation politique de Stephen Harper rayonnera en effet sur le véhicule n° 29 de l'équipe Whitlock Motor Sport, pas très loin des marques d'huile à moteur, du logo de Canadian Tire et d'autres sigles publicitaires de marchands de rêves.

Ce mariage entre un parti politique et le sport automobile, expérimenté le 17 juin dernier à Bowmanville,

en Ontario, par les conservateurs, constitue une première au Canada.

«Ce n'est pas étonnant, résume M. Beauvain. La politique fait face aujourd'hui aux mêmes problèmes que tout le monde: le consommateur-citoyen est tellement bombardé de messages et d'information qu'il est de plus en plus difficile d'attirer son attention. Dans ce contexte, la communication en rupture va trouver davantage intérêt aux yeux des politiciens.»

La politique dans le cyberspace

Les nouvelles technologies leur ouvrent d'ailleurs tout grand la porte pour s'afficher autrement, surprendre leur électeur et même récolter les fruits de leur audace, comme l'avait constaté en 2003 le candidat à la chefferie du Parti démocrate américain, Howard Dean. Un appel au financement de sa campagne lancé sur Internet lui avait permis de récolter 400 000 \$ en à peine deux jours.

«Désormais, ce genre de collecte de fonds par l'entremise d'Internet est copié partout à travers le monde», dit John Parisella, ancien chef de cabinet de Robert Bourassa, joint par *Le Devoir*. «C'est la preuve que la technologie fait son chemin dans le monde de la politique.»

L'ex-chef du Parti québécois André Boisclair l'avait d'ailleurs pressenti en 2001 alors qu'il était ministre de l'Environnement. Précurseur, il avait en effet diffusé par courriel des bulletins d'information remarqués, sur un ton personnel et parfois badin, lors de sa participation à des rencontres politiques nationales ou internationales. Les médias, ses amis, ses fidèles, les groupes environnementaux et même ses détracteurs figuraient sur sa liste d'envoi.

Les temps ayant changé, c'est désormais sur Facebook, un espace Internet consacré au réseautage, que les politiciens essaient de sortir des sentiers battus. Des exemples? Joël Bouchard, candidat à l'investiture du Parti québécois dans la circonscription de Prévost, ou encore Stéphane Dion, chef du Parti libéral du Canada, qui, en date d'hier, pouvait se vanter d'y avoir 9506 amis.

«Il ne faut pas condamner ces initiatives, ajoute John Parisella. Nos campagnes électorales vont être considérablement modifiées à l'avenir à cause d'innovations qui devraient nous exposer à des choses auxquelles nous n'étions pas habitués. Ça ne veut pas dire que le porte-à-porte ou les discours vont disparaître. Mais la technologie va donner aux politiciens des outils complémentaires.»

Le Devoir

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0005

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390